STEAZ DAILY NEWS
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €

AFRIQUE · CAPITAL · INVESTISSEMENT

L'AFRIQUE DOIT ORGANISER SON CAPITAL

Alamein : des promesses de financement à l'économie réelle

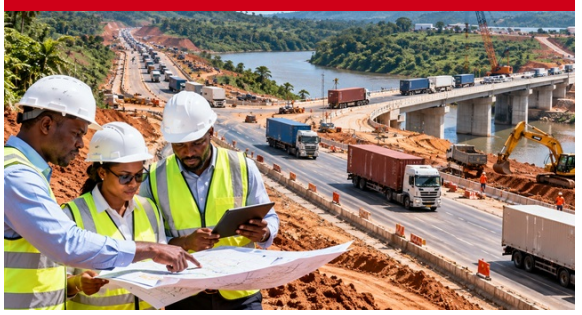
Plateforme d'investissement en février 2027 : les institutions africaines fixent des échéances. Le défi sera de transformer les ressources disponibles en projets financés, puis en capacités utiles.

DOSSIER · PAGES 3–4 | ÉDITORIAL · PAGE 2



Illustrations générées par IA · scènes non documentaires

CAMEROUN · P. 9



629,8 M$: autorisation, puis exécution

TCHAD · P. 8



30 MWc · 8 MWh · premier décaissement

CAPITAL AFRICAIN

10 % de liquidité, 5 % de réserves : deux propositions à distinguer

PAGE 5

AFREXIMBANK

Le bilan d'une institution africaine change d'échelle

PAGE 6

NIGERIA · GAZ

473,8 milliards de nairas : financer ne signifie pas livrer

PAGE 7

DOUALA-BONABÉRI

2 milliards FCFA de ristournes : la vraie mesure sera le trafic

PAGE 10

CAMEROUN · BUDGET

Carburants, subventions et dette : le temps de l'arbitrage

PAGE 11

MONDE · IA

Le boom technologique peut aussi renchérir le capital

PAGE 12

FRANCE · FINANCE

Le risque budgétaire devient un prix de financement

PAGE 13

CAHIER II · 10 EXTENSIONS DATA / INSIGHT / WATCH · PAGES 14–24

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

ÉDITORIAL



L'AFRIQUE DOIT ORGANISER SON CAPITAL

Transformer les ressources disponibles en investissement durable exige des institutions, des projets préparés et une exécution mesurable.

Désiré ODODI
Directeur de publication
STEAZ DAILY NEWS

Pendant des décennies, l'une des phrases les plus répétées à propos du développement africain a été : « l'Afrique manque de capitaux ». La formule contient une part de vérité. Le continent présente des besoins d'investissement considérables dans l'énergie, le transport, la santé, l'industrie, les infrastructures numériques, l'agriculture et le logement. Mais cette phrase est devenue insuffisante.

Une seconde réalité apparaît de plus en plus clairement : l'Afrique ne manque pas seulement de capital. Elle dispose également de ressources financières qui ne sont pas toujours transformées en investissement productif à l'intérieur du continent.

C'est ce débat qu'a rouvert à Alamein le gouverneur de la Banque centrale d'Égypte, Hassan Abdalla, en estimant que le continent pourrait envisager d'orienter 10 % de sa liquidité bancaire et 5 % de ses réserves internationales vers davantage d'investissement intra-africain.

Il ne s'agit pas d'un fonds déjà constitué. Aucun mécanisme continental correspondant à ces proportions n'a été créé. C'est une proposition. Mais une proposition peut parfois révéler un problème plus important que le chiffre lui-même.

Abdalla décrit un paradoxe : une partie du capital africain est placée dans des marchés développés avant de revenir vers l'Afrique sous la forme de financements dont le coût peut être supérieur.

La question n'est donc plus seulement : où trouver l'argent ? Elle devient : pourquoi l'argent disponible sur le continent ne devient-il pas plus facilement du capital africain de long terme ?

Entre une réserve financière et une usine existe toute une architecture. Il faut des projets préparés. Des institutions capables de mesurer le risque. Des contrats. Des marchés de capitaux. Des garanties. Des systèmes de paiement. Des véhicules d'investissement. Une information financière crédible. Des mécanismes de change. Des banques capables de financer sur des maturités longues. Et surtout, des projets susceptibles de produire suffisamment de revenus pour rembourser ceux qui les financent.

L'argent n'est donc qu'une matière première. L'infrastructure financière détermine ce qu'il devient.

C'est précisément pourquoi la Déclaration d'Alamein est plus intéressante que beaucoup de déclarations économiques africaines précédentes. Les cinq États fondateurs du NEPAD ont fixé plusieurs objectifs qui pourront être vérifiés.

Une Alamein Investment Platform doit être créée d'ici au sommet de l'Union africaine de février 2027. Un portefeuille de projets devra être présenté comme investment-ready. Le nombre de projets atteignant effectivement le financial close devra être suivi. Une facilité continentale pour les PME et les chaînes de valeur est prévue. Et au moins un instrument africain de réduction du risque et de financement mixte doit être opérationnalisé dans un délai de dix-huit mois.

Cela change la nature du discours. Une promesse peut désormais être confrontée à une date. Un projet peut être confronté à son statut. Un capital annoncé peut être confronté à son décaissement. Un portefeuille peut être confronté au nombre de projets réellement financés.

C'est exactement là que STEAZ veut travailler. Parce que le problème du développement africain ne réside pas uniquement dans l'insuffisance des annonces. Il réside souvent dans la distance entre l'annonce et l'actif économique livré.

Le même numéro montre d'ailleurs cette mécanique sous plusieurs formes.

Au Tchad, les centrales solaires de Gassi et Lamadji ont atteint le financial close et reçu un premier décaissement. Ce qui rend le dossier intéressant n'est pas seulement leur capacité future de 30 MWc. C'est la combinaison d'un contrat d'achat de vingt ans, de finance de développement et d'une garantie partielle de risque qui permet au projet de devenir bancable.

Au Cameroun, deux grands corridors viennent de franchir une nouvelle étape financière. Mais aucune autorisation de prêt ne réduit à elle seule un temps de trajet. Il faudra suivre les signatures, les décaissements, les marchés, les chantiers puis les résultats logistiques.

Au Nigeria, le rapport financier de NNPC montre également pourquoi les gros chiffres doivent être démontés avant d'être interprétés. Une facilité de 473,8 milliards de nairas accordée à NGIC ne correspond pas à 473,8 milliards dépensés sur un seul gazoduc. Elle couvre plusieurs engagements liés au gaz, dont le projet Nigeria-Maroc, l'AKK et une injection de capital dans AGPC.

Même la montée en puissance d'Afreximbank doit être lue ainsi. Une institution financière plus grande n'est pas encore une économie africaine plus productive. La question est donc la suivante : que permet cette puissance financière supplémentaire ? Combien d'usines ? Combien de garanties ? Combien de chaînes de valeur ? Combien de commerce africain supplémentaire ? Combien de capital privé mobilisé ?

C'est la même discipline qu'il faudra appliquer au budget camerounais. Une subvention énergétique peut protéger immédiatement le consommateur. Mais elle mobilise également du capital public. Un budget ne peut pas dépenser deux fois le même franc. Chaque dépense possède donc un coût d'opportunité.

Voilà pourquoi ce numéro porte une thèse simple : l'Afrique doit organiser son capital.

Cela signifie mobiliser davantage ses ressources propres. Construire des institutions financières capables de porter le risque. Préparer des projets bancables. Conserver une mémoire des engagements. Et mesurer systématiquement la distance entre ce qui avait été annoncé et ce qui a finalement été livré.

La souveraineté financière ne signifie pas se couper du capital international. Elle signifie entrer dans le financement mondial avec davantage de ressources propres, davantage d'institutions, davantage de capacité de négociation et davantage de maîtrise sur la destination du capital.

Le développement n'est pas le moment où l'argent est annoncé. Il commence réellement lorsque le capital devient une capacité productive qui fonctionne.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFRIQUE • INVESTISSEMENT • DOSSIER

ALAMEIN : L'AFRIQUE VEUT PASSER DES PROMESSES DE CAPITAL AU FINANCEMENT RÉEL



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Plateforme d'investissement en février 2027, projets suivis jusqu'au financial close, facilité PME et instrument de de-risking : la Déclaration transforme les engagements en échéances vérifiables.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Un projet n'est pas bancable parce qu'il est utile. Cette distinction explique une grande partie des difficultés africaines de financement. Une centrale peut être nécessaire mais incapable de démontrer comment son électricité sera payée. Une route peut être stratégique mais ne produire aucun flux susceptible de rémunérer un investisseur privé. Une usine peut disposer d'un marché potentiel sans avoir sécurisé son énergie, son terrain, ses autorisations ou ses intrants. Dans chacun de ces cas, le besoin économique existe. Mais le projet financier n'est pas encore constitué.

C'est précisément sur cet espace que la Déclaration d'Alamein veut intervenir. Les cinq États fondateurs du NEPAD — Algérie, Égypte, Nigeria, Sénégal et Afrique du Sud — ont adopté le 3 octobre une architecture qui prévoit notamment la création d'une Alamein Investment Platform d'ici au sommet de l'Union africaine de février 2027.

La plateforme doit agréger les engagements de capital privé issus du forum. Mais la Déclaration va plus loin. Elle demande la constitution d'un portefeuille sélectionné de projets « prêts à investir » et préparés pour recevoir du financement privé ou mixte. Elle prévoit surtout de suivre combien de ces projets atteignent effectivement le financial close.

Cette expression mérite d'être comprise. Le financial close intervient lorsque l'architecture juridique et financière essentielle d'un projet est bouclée et que les conditions permettant aux financements de devenir mobilisables sont réunies. Nous sommes donc beaucoup plus loin qu'une déclaration d'intérêt.

La chaîne devient : PROJET IDENTIFIÉ → PRÉPARATION → BANCABILITÉ → ENGAGEMENT → FINANCIAL CLOSE → DÉCAISSEMENT → EXÉCUTION.

C'est exactement la chaîne qui manque souvent dans la narration économique africaine. Des sommets annoncent des milliards. Des investisseurs signent des protocoles. Des gouvernements présentent des portefeuilles. Mais le nombre de projets qui atteignent finalement le financement complet reste beaucoup moins visible.

Alamein introduit donc une possibilité intéressante : mesurer la conversion. Il faudra compter non seulement le capital promis, mais les projets prêts, les projets bouclés financièrement et, à terme, ceux qui entrent réellement en exploitation.

La Déclaration prévoit aussi une facilité continentale pour les PME et les chaînes de valeur d'ici mi-2027 et au moins un mécanisme africain de réduction du risque et de financement mixte dans les dix-huit mois.

Pourquoi le de-risking est-il si important ? Parce que beaucoup de projets africains n'échouent pas nécessairement sur leur rentabilité économique intrinsèque. Ils échouent parce que certains risques sont trop concentrés sur l'investisseur privé. Une garantie publique ou multilatérale peut prendre en charge une partie du risque politique, du risque de paiement ou du risque de change.

Cela peut réduire suffisamment l'incertitude pour permettre au capital privé d'entrer. L'enjeu est donc moins de remplacer le marché que de corriger les risques que le marché refuse de porter seul.

Mais la Déclaration ne constitue encore qu'un point zéro. Le premier test arrive rapidement : février 2027. La plateforme existera-t-elle ? Sous quelle forme juridique ? Avec quels investisseurs ? Avec quel portefeuille ?

Puis viendra une question plus importante : combien de projets atteindront réellement le financial close ? C'est là qu'Alamein cessera d'être une déclaration — ou qu'elle restera une déclaration.

Préparer avant de promettre

La préparation absorbe du temps et de l'argent avant que l'actif produise le moindre revenu. Il faut établir la demande, obtenir les droits fonciers, chiffrer les raccordements, préciser les responsabilités publiques et comparer les options techniques. Un portefeuille ne devient donc pas bancable parce qu'il rassemble beaucoup de projets. Il le devient lorsque ces informations permettent à un prêteur de tester les revenus, les coûts et les pertes possibles.

Le partage du risque intervient ensuite. Si l'État assume toutes les pertes et que le partenaire conserve tous les gains, le montage peut attirer des investisseurs tout en fragilisant les finances publiques. Une garantie utile couvre un événement défini, possède une limite et prévoit les conditions de son activation. Le financement mixte doit rendre possible un investissement supplémentaire, et non simplement améliorer le rendement d'une opération qui aurait été financée de toute façon.

Cette différence devra entrer dans le bilan d'Alamein. Compter le capital public mobilisé ne suffit pas : il faudra identifier le capital privé engagé grâce au dispositif, sans attribuer plusieurs fois la même somme à différents partenaires. Une opération cofinancée reste une seule opération. Le suivi doit séparer ses composantes et conserver le total consolidé.

Les projets qui quittent le portefeuille seront aussi instructifs que ceux qui avancent. Un retrait peut signaler une demande insuffisante, un coût trop élevé ou un risque contractuel impossible à répartir. Publier ce motif permettrait de corriger la préparation suivante. Cacher les sorties laisserait croire qu'une liste de projets ne peut que grandir.

La promesse devient plus crédible lorsqu'un promoteur sait quelles pièces remettre, qui prendra la décision et à quelle étape il pourra obtenir une réponse. L'enjeu de février 2027 sera donc autant la méthode de travail que l'existence juridique de la plateforme. La capacité à instruire un dossier jusqu'au financement donnera sa valeur économique au nouveau dispositif.

Sources : Présidence de la République d'Égypte, Déclaration d'Alamein, 3–4 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFRIQUE • INVESTISSEMENT • ANALYSE

DU PORTEFEUILLE AU FINANCIAL CLOSE : LES QUATRE TESTS D'ALAMEIN



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Une plateforme ne transformera pas l'investissement africain par son existence. Elle devra démontrer qu'elle sait préparer les projets, répartir les risques, mobiliser le capital et mesurer les résultats.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

La Déclaration d'Alamein peut être lue comme une architecture en quatre tests.

Premier test : la qualité du portefeuille. Un projet « investment-ready » ne peut pas être une simple liste politique. Il doit disposer d'études suffisamment avancées, d'un modèle économique, d'un cadre réglementaire, d'une structure de revenus et d'une identification précise des risques.

La préparation est souvent la partie invisible du financement. Pourtant, un investisseur ne finance pas une intention. Il finance un actif dont les risques essentiels sont identifiables.

Deuxième test : la répartition du risque. Les projets d'infrastructure africains concentrent souvent plusieurs risques : paiement d'un acheteur public, change, réglementation, construction, demande et instabilité politique.

Le financement mixte et les mécanismes de de-risking n'éliminent pas ces risques. Ils les répartissent entre les acteurs capables de les porter.

C'est exactement ce que montre, à plus petite échelle, le montage de Gassi et Lamadji au Tchad : une garantie partielle de risque peut rendre un contrat plus acceptable pour le capital privé.

Troisième test : la conversion du capital promis en capital engagé.

Les forums d'investissement produisent souvent des valeurs impressionnantes de « deals » ou de « projets présentés ». Ces chiffres sont utiles pour mesurer l'intérêt, mais ils ne doivent jamais être confondus avec des décaissements.

Alamein introduit donc un indicateur plus exigeant : le nombre de projets atteignant le financial close.

Ce changement méthodologique est capital. Il oblige à suivre le taux de conversion du portefeuille plutôt que son seul volume nominal.

Quatrième test : les résultats économiques.

Un projet financé n'est pas encore un résultat. Une centrale peut être construite et rester sous-utilisée. Une route peut être livrée sans faire baisser suffisamment les temps de trajet. Un fonds PME peut être lancé sans atteindre les entreprises qui créent effectivement des emplois.

La plateforme devra donc aller au-delà du financial close. Elle devra conserver une chaîne de preuves : FINANCEMENT → DÉCAISSEMENT → EXÉCUTION → MISE EN SERVICE → UTILISATION → RÉSULTAT.

La Déclaration prévoit déjà que la valeur consolidée du portefeuille soit rapportée à chaque édition biennale du forum et que les projets ayant atteint le financial close soient comptabilisés.

Pour STEAZ, cela crée un WATCH naturel.

Février 2027 sera le premier jalon : existence juridique de la plateforme, gouvernance, investisseurs associés, portefeuille initial.

Mi-2027 sera le second : facilité continentale pour les PME et chaînes de valeur.

Dans les dix-huit mois, il faudra vérifier l'instrument africain de de-risking et de blended finance.

Puis commencera le suivi le plus important : combien de projets avancent réellement ?

L'Afrique ne manque pas de listes de priorités. Elle manque souvent de continuité entre la priorité politique et la clôture financière.

Alamein sera donc jugé moins sur la force de sa déclaration que sur la discipline de son exécution.

Si la plateforme rend visibles les taux de conversion, les délais de préparation, les montants engagés et les résultats, elle pourra produire une information stratégique rare : la mesure du passage de la promesse au capital productif.

C'est précisément cette mesure qui donnera au dispositif une valeur au-delà du forum lui-même.

Le contrat qui organise les conséquences

Le contrat doit préciser ce qui arrive lorsqu'un coût augmente ou qu'un calendrier glisse. Sans cette règle, le chantier peut s'arrêter pendant que les partenaires discutent de la facture. Les mécanismes de révision, les obligations de livraison et les procédures de règlement des différends font partie de la bancabilité ; ils ne sont pas une formalité placée après la décision d'investir.

La demande doit elle aussi résister à un scénario moins favorable. Une usine peut trouver un marché tout en perdant sa capacité à rembourser si les prix de vente baissent, si l'énergie devient plus chère ou si son client principal paie tard. Un projet préparé expose ces sensibilités. Il ne se limite pas au scénario dans lequel chaque hypothèse fonctionne.

Le portefeuille devra enfin identifier les infrastructures communes dont dépendent plusieurs investissements. Une zone industrielle raccordée trop tard peut bloquer différentes usines à la fois. Financer chaque entreprise séparément ne résout pas ce problème. Le rôle d'une plateforme continentale sera précisément de rendre visibles ces dépendances et de coordonner les acteurs responsables des réseaux.

Mesurer après la clôture financière

La clôture financière constitue un seuil, pas le résultat économique final. Un financement peut être acquis alors que les travaux, les recrutements et la livraison restent à venir. Il faudra donc ajouter au registre des projets financés un registre des actifs effectivement disponibles et utilisés. Pour une infrastructure, la capacité nominale devra être rapprochée du service réellement rendu.

Les emplois annoncés nécessiteront la même discipline. Les postes temporaires du chantier, les emplois permanents de l'exploitation et les activités indirectes appartiennent à des catégories différentes. Les additionner sans méthode gonflerait l'impact. Pour les PME, la survie de l'entreprise et la progression de ses ventes seront plus instructives que le seul nombre de bénéficiaires.

Alamein pourra ainsi devenir un outil de comparaison entre projets. On saura où la préparation bloque, où le financement échoue et où une capacité livrée reste sous-utilisée. Cette connaissance vaut davantage qu'un classement fondé sur les montants les plus spectaculaires.

Source : Présidence de la République d'Égypte, Déclaration d'Alamein, 3 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFRIQUE • CAPITAL • FINANCEMENT

L'AFRIQUE MANQUE-T-ELLE D'ARGENT — OU DES INSTITUTIONS QUI TRANSFORMENT SON ARGENT EN INVESTISSEMENT ?



Illustration générée par IA · scène non documentaire

10 % de liquidité bancaire et 5 % de réserves internationales : la proposition de Hassan Abdalla n'est pas un fonds déjà créé. Elle met au jour l'un des grands paradoxes financiers du continent.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Hassan Abdalla n'a pas annoncé la création d'un fonds correspondant à 15 % des ressources financières africaines. Cette précision doit être posée immédiatement. Le gouverneur de la Banque centrale d'Égypte a proposé que l'Afrique puisse envisager d'orienter 10 % de sa liquidité bancaire et 5 % de ses réserves internationales vers davantage d'investissement sur le continent.

La valeur du propos réside moins dans le pourcentage que dans le diagnostic. L'Afrique dispose de banques, de compagnies d'assurance, de fonds de pension, de réserves de change, de fonds souverains, d'entrepreneurs et d'épargne privée. Pourtant, de nombreux projets africains continuent à chercher à Londres, Paris, New York, Dubaï ou ailleurs les capitaux nécessaires à leur financement.

Comment ces deux réalités peuvent-elles coexister ? Parce qu'une ressource financière n'est pas automatiquement un investissement.

Une banque doit gérer sa liquidité. Une banque centrale doit conserver des réserves capables de protéger la monnaie et de financer les importations. Un fonds de pension doit préserver les retraites. Une compagnie d'assurance doit gérer ses engagements futurs. On ne peut donc pas simplement déplacer ces ressources vers des projets risqués par décision politique.

La question stratégique est plutôt de créer des instruments permettant à une fraction raisonnable de ces capitaux de financer davantage l'économie africaine tout en respectant les obligations de leurs détenteurs.

C'est ici qu'interviennent les garanties, les marchés obligataires, les fonds d'infrastructure, les mécanismes de partage du risque et les plateformes financières régionales.

Le capital africain existe. Mais il existe souvent sous une forme qui privilégie sécurité et liquidité. L'économie productive, elle, demande souvent du capital patient. C'est ce décalage qu'il faut résoudre.

Et le problème ne pourra pas être traité uniquement par patriotisme financier. Le capital doit pouvoir comparer un projet africain à ses autres possibilités d'investissement. Il regardera le rendement. Mais aussi le risque de change, la gouvernance, la fiabilité du contrat, la disponibilité des données, la possibilité de revendre l'actif, la stabilité fiscale, la qualité de la justice commerciale et la profondeur du marché.

Le capital africain ne reviendra donc durablement vers l'Afrique que lorsque les conditions de transformation de l'épargne en investissement deviendront plus crédibles.

La proposition d'Abdalla ouvre ainsi un chantier beaucoup plus large : ÉPARGNE AFRICAINE → INTERMÉDIATION → CAPITAL LONG → ACTIFS PRODUCTIFS.

Cette chaîne oblige également les États à regarder la qualité de leur propre pipeline. Une institution financière ne peut investir durablement dans un portefeuille constitué de projets insuffisamment préparés, de contrats instables ou de données économiques difficiles à vérifier.

Le travail doit donc se faire des deux côtés : élargir les véhicules d'investissement et améliorer la qualité des actifs qui recevront l'argent.

La véritable mesure ne sera pas le pourcentage annoncé. Elle sera le volume supplémentaire de ressources africaines effectivement investi dans les entreprises et infrastructures du continent, la durée de ces financements, leur prix et la capacité des actifs financés à produire des revenus réels.

La souveraineté financière ne sera pas un slogan sur l'origine du capital. Elle sera une capacité à transformer l'épargne africaine en capacités productives africaines.

Le sujet ouvre aussi une question monétaire. Une réserve internationale n'est pas un fonds d'investissement ordinaire : elle sert à sécuriser les paiements extérieurs, à intervenir sur le marché des changes et à rassurer les créanciers. Mobiliser une fraction de ces réserves suppose donc des actifs très liquides, bien notés et capables de préserver la valeur.

Cela renvoie à la création d'instruments africains suffisamment solides pour être admissibles dans les portefeuilles prudentiels. Plus le continent développera des obligations de qualité, des fonds d'infrastructure transparents, des garanties crédibles et des marchés secondaires liquides, plus une partie de l'épargne institutionnelle pourra rester sur le continent sans sacrifier la sécurité.

Les fonds de pension sont également décisifs. Leur horizon est long, parfois de plusieurs décennies. En théorie, cet horizon correspond bien aux infrastructures. En pratique, ils ont besoin de projets capables de produire des flux prévisibles et d'un cadre réglementaire qui protège l'épargne des retraités.

La question n'est donc pas seulement de « libérer » le capital. Elle est de créer des actifs africains dans lesquels ce capital peut entrer avec une information, une gouvernance et un rendement comparables aux alternatives disponibles ailleurs.

C'est aussi ici que les marchés en monnaie locale deviennent stratégiques. Financer un actif produisant des revenus en monnaie locale avec une dette en dollars peut créer un risque de change considérable. Développer davantage le financement domestique permet de réduire ce décalage.

Le chantier est donc institutionnel autant que financier. Il implique banques centrales, régulateurs, bourses, banques de développement, fonds de pension, États et promoteurs privés. La proposition d'Abdalla ne devient crédible que si ces acteurs construisent ensemble une infrastructure de marché capable d'absorber davantage de capital de long terme.

Deux bases qui ne s'additionnent pas

Les 10 % et les 5 % portent sur des ensembles différents : la liquidité bancaire d'un côté, les réserves internationales de l'autre. Leur somme arithmétique ne représente pas 15 % d'un capital africain unique. Avant toute estimation monétaire, il faudrait définir les deux bases, leur date et les instruments admissibles. Le débat mérite cette précision pour ne pas transformer une proposition institutionnelle en enveloppe fictive.

Une transformation durable suppose aussi un partage explicite des pertes possibles. L'épargnant, la banque, l'investisseur et le garant ne peuvent tous recevoir un actif sans risque lorsque le projet lui-même comporte une incertitude. Il faut déterminer qui supporte cette incertitude et quelle rémunération lui correspond. Le progrès ne sera pas de dissimuler le risque, mais de le mesurer et de l'attribuer à un acteur capable de l'absorber.

Le marché secondaire complète cette architecture. Un investisseur peut accepter un engagement long lorsqu'il sait qu'il pourra céder sa participation dans des conditions prévisibles. Sans acheteurs, règles de valorisation et information régulière, la sortie demeure théorique. La profondeur des marchés africains constitue donc une condition de mobilisation, autant que la disponibilité initiale de l'épargne.

Source : Service d'information de l'État égyptien / déclarations de Hassan Abdalla, 4 octobre 2026.

AFRIQUE • FINANCE

AFREXIMBANK CHANGE D'ÉCHELLE : QUAND LE BILAN DEVIENT UN INSTRUMENT DE PUISSANCE FINANCIÈRE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Afreximbank affirme avoir multiplié son bilan par environ six en une décennie. La question STEAZ n'est pas de célébrer la taille : elle est de mesurer ce que cette capacité produit dans l'économie africaine.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

George Elombi affirme que le bilan d'Afreximbank a été multiplié par environ six sur la dernière décennie et que les fonds des actionnaires approchent désormais 9 milliards de dollars. Il indique également une progression de 30 % du résultat net au premier semestre 2026.

Les chiffres disponibles pour 2025 montrent déjà une institution de grande taille : actifs et engagements conditionnels de 48,5 milliards de dollars, en hausse de 21 % sur un an, avec 33,5 milliards de dollars de prêts et avances nets.

Mais un bilan bancaire doit être lu comme une capacité, pas comme une caisse. Les fonds propres permettent à une institution financière d'absorber des pertes et de soutenir un volume d'activités plus important dans le cadre de ses contraintes prudentielles. Ils permettent également de lever des ressources supplémentaires sur les marchés.

Le bilan devient donc un multiplicateur. C'est particulièrement stratégique pour une institution africaine intervenant sur des marchés où le coût du capital et le risque perçu sont élevés.

Afreximbank peut financer directement. Mais elle peut aussi structurer, garantir, syndiquer ou partager le risque avec d'autres investisseurs. Cette fonction est souvent plus importante que la simple mise à disposition de liquidités.

La souscription de 2,5 milliards de dollars par Afreximbank dans un prêt syndiqué de 4 milliards destiné à Dangote Petroleum Refinery donne une idée de ce rôle : une institution africaine peut devenir l'un des organisateurs du financement de très grands actifs industriels.

La question suivante est néanmoins incontournable : quelle économie ce bilan construit-il ?

Une banque multilatérale africaine ne doit pas être évaluée uniquement par sa taille. Il faudra regarder le commerce intra-africain financé, les entreprises accompagnées, les capacités industrielles créées, les garanties permettant à d'autres investisseurs d'entrer, les paiements intra-africains facilités, la part des ressources consacrée à la transformation locale et la capacité à connecter les marchés de la ZLECAf.

L'enjeu devient encore plus stratégique lorsque les conditions financières mondiales se durcissent. Une institution africaine disposant d'un bilan plus profond peut amortir certains chocs, apporter du financement contracyclique et maintenir des lignes lorsque d'autres prêteurs se retirent.

Mais la taille impose aussi une discipline. La qualité des actifs, les concentrations sectorielles, les risques souverains et la liquidité doivent continuer à être suivis.

Elombi avait déjà fixé une ambition spectaculaire lors de son investiture : porter le bilan à 250 milliards de dollars en dix ans, avec une aspiration évoquée jusqu'à 350 milliards.

Si Afreximbank atteint un jour ces dimensions, une question deviendra encore plus importante : pas seulement combien possède l'institution, mais combien de puissance productive africaine son bilan aura-t-il permis de construire ?

STEAZ Data devra donc suivre la croissance du bilan. STEAZ Intelligence devra, elle, relier cette croissance aux actifs financés, aux chaînes de valeur créées et au capital privé entraîné dans les opérations.

La croissance du bilan possède aussi une dimension de souveraineté financière. Lorsqu'un choc international ferme ou renchérit les marchés, les institutions africaines capables de mobiliser rapidement du dollar, de l'euro ou des monnaies régionales deviennent des stabilisateurs potentiels du commerce.

Cette fonction a été visible lors de précédents épisodes de crise : une banque de commerce peut maintenir des lignes d'importation essentielles, financer des matières premières ou aider des banques locales à continuer de traiter les paiements internationaux.

Mais cette capacité implique une question de levier. Plus une banque développe son bilan, plus la qualité de son capital, de sa liquidité et de ses actifs devient importante. La croissance doit donc être accompagnée d'une gouvernance suffisamment robuste pour éviter qu'une ambition stratégique ne se transforme en concentration excessive du risque.

Il faudra aussi regarder la géographie des financements. Une institution continentale doit être capable de soutenir les grands marchés mais aussi les économies plus petites qui ont moins facilement accès aux capitaux internationaux.

La ZLECAf donne à cette problématique une nouvelle dimension. Financer le commerce intra-africain ne consiste pas seulement à prêter aux exportateurs : il faut également développer les paiements, les assurances, les garanties, le financement des stocks, la logistique et les infrastructures transfrontalières.

La puissance financière d'Afreximbank deviendra donc véritablement stratégique si elle permet de raccourcir la distance entre une entreprise africaine et son marché africain.

STEAZ devra mesurer cette transformation en confrontant, année après année, la croissance du bilan aux volumes de commerce intra-africain soutenus, aux actifs industriels financés et aux capitaux privés réellement entraînés dans les opérations.

Le risque derrière la taille

Un financement stratégique peut concentrer beaucoup de risque sur quelques emprunteurs. Il faut alors regarder l'exposition consolidée, les garanties réellement mobilisables et les revenus attendus. La même opération ne doit pas être présentée comme un prêt, une garantie et du capital privé mobilisé sans préciser les relations entre ces montants. C'est ce rapprochement qui permettra de lire correctement la puissance de financement de la banque.

L'impact possède aussi un calendrier. Le commerce financé sur quelques mois peut être mesuré rapidement ; une infrastructure industrielle demande plusieurs années avant de produire sa pleine capacité. Comparer ces deux activités sans distinguer leurs horizons conduirait à favoriser les opérations qui donnent immédiatement un chiffre. Une analyse continentale doit conserver les deux temporalités.

Les fonds des actionnaires, les actifs comptables et les engagements conditionnels ne désignent enfin pas le même objet. Les premiers constituent une base de capital ; les seconds sont inscrits au bilan ; les derniers peuvent créer une obligation sous certaines conditions. Les repères publiés par STEAZ resteront séparés afin que la progression d'un agrégat ne soit pas attribuée abusivement aux autres.

Sources : Afreximbank ; BusinessDay Nigeria, 5 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFRIQUE • NIGERIA • GAZ

473,8 MILLIARDS DE NAIRAS : CE QUE NNPC FINANCE VRAIMENT DANS LA BATAILLE DU GAZ



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Le chiffre ne concerne pas un seul pipeline. La facilité accordée à NGIC finance plusieurs engagements : Nigeria–Maroc, AKK et participation dans Anoh Gas Processing.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Le chiffre de 473,8 milliards de nairas peut facilement être mal interprété. Il ne s'agit pas d'une dépense entièrement consacrée au seul gazoduc Nigeria–Maroc.

Les états financiers 2025 de NNPC indiquent qu'une facilité de ce montant a été accordée à NNPC Gas Infrastructure Company pour couvrir notamment les appels de fonds du projet Nigeria–Maroc, une injection de capital dans Anoh Gas Processing Company et le financement du pipeline Ajaokuta–Kaduna–Kano. Au 31 décembre 2025, 14,4 milliards restaient non tirés et 25,7 milliards d'intérêts étaient dus.

Cette précision est fondamentale. Elle transforme le sujet. Nous ne sommes pas devant un « investissement de 473,8 milliards dans un pipeline ». Nous sommes devant une architecture de financement d'infrastructures gazières.

Et cette architecture répond à un problème économique central du Nigeria. Le pays dispose de ressources considérables : NNPC évoque environ 209 000 milliards de pieds cubes de réserves de gaz. Mais une réserve n'a aucune valeur industrielle tant qu'elle ne peut pas être transportée vers un utilisateur.

La chaîne est simple : RESSOURCE → TRAITEMENT → PIPELINE → CENTRALE / USINE → CONSOMMATION → REVENU.

Le pipeline devient donc une infrastructure productive. L'AKK doit notamment connecter davantage le Nord nigérian au réseau gazier national.

Le projet Nigeria–Maroc, désormais intégré à l'African Atlantic Gas Pipeline, possède une dimension encore plus large : environ 6 900 km, treize pays côtiers, capacité projetée de 30 milliards de mètres cubes par an et vocation à connecter les marchés ouest-africains, le Maroc et potentiellement l'Europe.

Mais là encore, il faut distinguer les statuts. Un accord intergouvernemental n'est pas une décision finale d'investissement. Une facilité bancaire n'est pas un pipeline. Une étude FEED n'est pas une infrastructure en exploitation.

La prochaine étape de l'AAGP reste notamment la consolidation de ses structures de gouvernance puis la préparation de la décision finale d'investissement.

Le véritable enjeu pour le Nigeria est donc la transformation du gaz en infrastructure de compétitivité.

Si le gaz alimente davantage de centrales, de cimenteries, d'usines, de complexes pétrochimiques et de réseaux régionaux, il devient un multiplicateur de productivité. Il réduit potentiellement la dépendance à certains combustibles importés et crée un débouché domestique pour une ressource disponible.

Mais le gaz devient également une question de coûts. Les pipelines exigent des milliards de dollars, des contrats de long terme, des garanties de volume et des consommateurs capables de payer.

STEAZ devra suivre séparément le financement, l'avancement physique, les kilomètres posés, les contrats d'approvisionnement et la mise en service.

Le montant de 473,8 milliards de nairas est donc un point de départ financier. La preuve économique viendra lorsque les infrastructures seront opérationnelles et que le gaz transporté alimentera réellement des capacités productives.

La dimension transnationale rend l'AAGP particulièrement exigeant. Un pipeline traversant plusieurs juridictions doit coordonner des normes techniques, des droits de transit, des tarifs, des règles environnementales, des mécanismes de règlement des différends et des engagements d'achat sur plusieurs décennies.

L'économie du projet dépend également du taux d'utilisation. Un gazoduc de grande capacité ne produit pas sa valeur parce qu'il existe physiquement, mais parce qu'un volume suffisant circule régulièrement dans son réseau.

Cela suppose des producteurs capables d'injecter le gaz, des pays prêts à contractualiser des volumes et des consommateurs — centrales, industries ou distributeurs — capables de les payer.

La décision finale d'investissement devient alors le point où les hypothèses doivent se transformer en contrats suffisamment solides pour convaincre les prêteurs et les actionnaires.

Le projet porte aussi un risque de change. Une partie des coûts d'équipement et du financement peut être libellée en devises fortes alors que certains revenus futurs seront générés dans des monnaies locales. La solidité des mécanismes de paiement et de garantie devient donc centrale.

Pour le Nigeria, le défi est également domestique. Une grande infrastructure exportatrice n'aurait pas le même effet économique qu'un réseau capable d'alimenter les industries nationales et les marchés régionaux.

STEAZ devra donc suivre simultanément la dimension internationale de l'AAGP et l'usage du gaz dans l'économie nigériane. Le succès ne se mesurera pas seulement en kilomètres de pipeline, mais dans la quantité de gaz transformée en électricité, engrais, ciment, pétrochimie et autres capacités productives.

Un financement à répartir par actif

La première exigence sera de ventiler les utilisations de la facilité. Un appel de fonds dans un projet régional, une injection de capital dans une société de traitement et un financement de construction domestique ne produisent pas la même preuve. Chaque actif doit posséder son propre calendrier et sa propre chaîne de décisions, même lorsque l'argent provient d'un même prêteur.

Le transport du gaz dépend ensuite de contrats commerciaux. Une conduite peut être techniquement achevée sans transporter les volumes nécessaires à son équilibre économique. Les accords d'approvisionnement, les engagements des acheteurs et les tarifs doivent donc être suivis avec les ouvrages. La demande industrielle ne doit pas être déduite de la seule longueur du pipeline.

Il faut également séparer la fin des travaux principaux, les essais, la réception et l'exploitation commerciale. NNPC rapporte dans son communiqué du 29 septembre la réalisation de la conduite principale AKK. Cette indication ne suffit pas à établir un débit commercial durable : les équipements associés, les raccordements et les livraisons restent des objets de vérification distincts. Le WATCH conservera ce jalon physique sans lui attribuer une production qui n'a pas été documentée.

La discipline comptable et la discipline industrielle se rejoignent ainsi. Le montant accordé décrit un engagement financier. Le volume de gaz livré décrit une capacité utilisée. Entre les deux, STEAZ suivra les tirages, les marchés, les ouvrages et les clients.

Sources : états financiers NNPC 2025 ; NNPC, projet African Atlantic Gas Pipeline.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFRIQUE • TCHAD • ÉNERGIE

30 MWc, 8 MWh, 37,9 M€ : COMMENT GASSI–LAMADJI EST DEVENU BANCABLE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Le solaire n'est qu'une partie de l'histoire. Le véritable sujet est l'architecture financière qui a permis au projet de franchir le financial close dans un marché à risque.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Les centrales solaires de Gassi et Lamadji ont franchi une étape que beaucoup de projets africains n'atteignent jamais : le financial close.

Les deux centrales totalisent 30 MWc de capacité photovoltaïque et 8 MWh de stockage par batteries. Elles sont adossées à un contrat d'achat d'électricité de vingt ans avec Tchadelec. Le paquet financier mobilisé atteint 37,9 millions d'euros. Le premier décaissement a également été effectué.

Mais le détail le plus stratégique est ailleurs. Une garantie partielle de risque de 8 millions d'euros, émise conjointement par le Fonds africain de développement et le Fonds vert pour le climat, sécurise un mécanisme lié aux obligations de paiement de Tchadelec.

Pourquoi cette garantie est-elle nécessaire ? Parce que pour un producteur privé d'électricité, construire une centrale ne suffit pas. Il faut être certain que l'électricité produite sera achetée. Et que l'acheteur paiera.

Lorsqu'une compagnie publique est perçue comme fragile financièrement, le risque de non-paiement peut empêcher un projet pourtant techniquement solide d'obtenir des financements.

La garantie ne produit donc pas l'électricité. Elle réduit un risque. Et en réduisant ce risque, elle permet au projet de devenir finançable.

C'est toute la logique du financement mixte. Le capital public ou multilatéral n'a pas nécessairement vocation à payer l'ensemble du projet. Il peut rendre le projet acceptable pour d'autres investisseurs.

La structure devient : PPA + GARANTIE + FINANCE DE DÉVELOPPEMENT + CAPITAL PRIVÉ → BANCABILITÉ.

Cette architecture est potentiellement reproductible. Et c'est probablement la partie la plus importante du dossier.

Pour le Tchad, le projet est également stratégique au regard de la faiblesse historique de l'accès à l'électricité et du coût élevé de l'énergie. Une nouvelle capacité solaire associée à du stockage peut renforcer le réseau, mais sa valeur réelle dépendra du raccordement, de la disponibilité du réseau et du fonctionnement des batteries.

Gassi et Lamadji ne sont donc pas encore des mégawatts disponibles.

Le financial close permet à la construction d'avancer. La chaîne reste ouverte : FINANCEMENT → CONSTRUCTION → RACCORDEMENT → MISE EN SERVICE → PRODUCTION → DISPONIBILITÉ.

Le Tchad vient de résoudre une partie du problème : financer. Il reste maintenant à produire.

La prochaine preuve STEAZ sera le démarrage documenté des travaux, puis l'état d'avancement, la date de raccordement, la première injection d'électricité et la capacité réellement disponible.

Le projet deviendra alors plus qu'un cas de blended finance. Il deviendra un actif énergétique mesurable.

Le stockage par batterie ajoute une dimension essentielle. Le solaire produit selon le cycle du soleil alors que la demande électrique évolue selon d'autres horaires. Les batteries peuvent absorber une partie de cette différence, stabiliser la production et améliorer la qualité de l'injection sur le réseau.

Mais huit mégawattheures de stockage ne remplacent pas un réseau solide. Le projet dépend encore de la capacité des lignes et postes électriques à évacuer l'énergie produite.

Le risque de curtailment — produire de l'électricité qui ne peut pas être absorbée par le réseau — doit donc être suivi. Une centrale peut être techniquement disponible tout en n'utilisant qu'une partie de sa capacité si le système environnant reste contraint.

Le PPA de vingt ans joue ici un rôle déterminant : il crée une visibilité sur les revenus futurs. La garantie partielle de risque renforce cette visibilité en réduisant la probabilité qu'un défaut de paiement de l'acheteur public compromette le service de la dette.

C'est précisément ce qui transforme un projet énergétique en actif financier.

La reproductibilité du modèle dépendra néanmoins du coût total du financement. Si les garanties sont trop rares ou trop coûteuses, chaque projet nécessitera une architecture exceptionnelle. Le véritable enjeu de Mission 300 et Desert to Power est donc de standardiser progressivement ces mécanismes afin qu'ils puissent être répliqués.

STEAZ suivra également le facteur de capacité, la disponibilité des batteries, les pertes du réseau et la régularité des paiements. Ce sont ces données qui diront si le projet a réussi au-delà du bouclage financier.

La garantie a un périmètre

Une garantie partielle n'efface pas tous les risques d'un projet. Elle doit être lue à partir des obligations qu'elle couvre, de son plafond et de sa procédure d'activation. Elle n'assure pas automatiquement la performance des panneaux, la bonne exécution du chantier ou la disponibilité permanente du réseau. Cette distinction permet de comprendre pourquoi un projet garanti demande encore une surveillance technique et commerciale.

Le stockage obéit à une autre logique que la production. Les MWc décrivent une puissance photovoltaïque nominale, tandis que les MWh mesurent une quantité d'énergie stockable. On ne peut pas additionner les deux nombres. Les batteries peuvent déplacer une partie de l'énergie vers une autre heure ; leur contribution dépend de la puissance de décharge, du pilotage et des besoins du réseau.

L'exploitation sera le test suivant. Il faudra rapprocher l'énergie produite de l'énergie injectée, des factures émises et des paiements encaissés. Les indisponibilités et les restrictions de raccordement peuvent réduire le revenu même lorsque la centrale fonctionne. Le passage du financement à l'électricité utile se mesurera donc sur l'ensemble de cette chaîne, et non sur la seule capacité installée.

Le dossier tchadien montre pourquoi la préparation financière mérite d'être documentée. Comprendre la manière dont le risque de paiement a été réparti permettra de comparer ce montage avec d'autres projets, tout en tenant compte de leurs acheteurs, de leurs contrats et de leurs systèmes électriques.

Source : Groupe de la Banque africaine de développement, 25 septembre 2026.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

CAMEROUN • INFRASTRUCTURES

629,8 M$ AUTORISÉS : LE CAMEROUN DOIT MAINTENANT FAIRE BAISSER LE COÛT DE LA DISTANCE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Douala–Bangui et Douala–Bafoussam franchissent une nouvelle étape financière. Le vrai rendement de ces prêts se mesurera en heures, coûts logistiques et marchandises déplacées.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Deux décrets signés le 2 octobre autorisent de nouveaux accords de financement concernant deux axes structurants.

Le premier porte sur 347,5 millions d'euros auprès de la BIRD pour le projet de corridor économique Douala–Bangui. Le second concerne 212,35 millions d'euros auprès de la Banque islamique de développement pour Douala–Bafoussam.

À leurs équivalents rapportés, les deux autorisations représentent près de 629,8 millions de dollars.

Mais le chiffre doit être correctement cadré. Concernant Douala–Bangui, le programme complet approuvé par la Banque mondiale représente 1,12 milliard de dollars, avec une première phase de 525 millions. Le décret présidentiel du 2 octobre concerne spécifiquement l'accord de crédit BIRD libellé en euros.

Cette distinction évite de confondre l'autorisation nationale avec l'ensemble du programme multilatéral.

Mais surtout, le sujet n'est pas la somme. Le sujet est le coût de la distance.

La Banque mondiale estime que le corridor Douala–Bangui connaît des coûts de transport pouvant atteindre 270 dollars par tonne, avec des trajets de 9 à 12 jours dans des conditions normales et 38 postes de contrôle au Cameroun, dont 17 associés à des paiements informels.

C'est ici que l'infrastructure devient économique. Une mauvaise route ne coûte pas seulement à l'État. Elle coûte à chaque camion, à chaque importateur, à chaque exportateur, à chaque produit agricole et à chaque consommateur final.

Un corridor efficace réduit le besoin de stocks supplémentaires, les retards, la consommation de carburant, les pannes et l'incertitude.

La position du Cameroun rend cette question encore plus importante. Le port de Douala et les corridors terrestres servent non seulement le marché national mais aussi des économies enclavées de la sous-région.

La réussite du projet doit donc être mesurée en kilomètres réhabilités, temps de trajet, coût par tonne, nombre de contrôles, fiabilité des délais, volume de marchandises et trafic transfrontalier.

L'autorisation du financement ne constitue qu'un statut. La chaîne de preuve reste : AUTORISATION → SIGNATURE → ENTRÉE EN VIGUEUR → DÉCAISSEMENT → MARCHÉS → TRAVAUX → LIVRAISON → PERFORMANCE.

Un prêt peut financer une route. Il ne garantit pas automatiquement une route bien exécutée.

Le véritable rendement économique apparaîtra lorsque les transporteurs parcourront la distance plus vite, avec moins de pannes, moins d'arrêts et un coût inférieur.

L'argent est désormais identifiable. La transformation, elle, reste à produire.

La maintenance sera aussi décisive que la construction. Une route peut être réhabilitée puis perdre rapidement sa qualité si l'entretien n'est pas financé, planifié et exécuté. Le rendement d'un prêt d'infrastructure se joue donc pendant toute la durée de vie de l'actif.

La Banque mondiale insiste d'ailleurs sur des réformes de maintenance, de sécurité routière et de facilitation du commerce, ce qui montre que la performance du corridor ne dépend pas seulement du revêtement.

Les postes de contrôle illustrent ce point. Un camion peut circuler sur une meilleure chaussée et continuer à perdre plusieurs heures si les procédures restent lentes ou imprévisibles.

La transformation recherchée est donc systémique : route, douane, sécurité, maintenance, gestion des frontières et connexion au port doivent progresser ensemble.

Pour les entreprises, le résultat se traduira dans le besoin en fonds de roulement. Des délais de transport plus prévisibles permettent de conserver moins de stocks de sécurité et de libérer du capital.

Pour les producteurs agricoles, cela peut réduire les pertes et améliorer l'accès aux marchés. Pour les importateurs, cela peut diminuer le coût de détention des marchandises. Pour les consommateurs, une partie de ces gains peut finir dans les prix.

Le corridor devient alors une infrastructure de productivité.

STEAZ WATCH ne devra donc pas se limiter au taux d'avancement physique. Il faudra suivre la durée réelle des trajets et les coûts logistiques après livraison. Un ouvrage peut être achevé sans que le système économique ait encore capturé toute sa valeur.

Une route et un service de transport

La réhabilitation doit être accompagnée d'une méthode d'entretien. Sans financement régulier des réparations, la qualité du corridor peut se dégrader avant que les entreprises aient amorti les investissements rendus possibles par son amélioration. L'ouvrage neuf ne protège pas contre cette trajectoire. Les responsabilités d'entretien et les modalités de contrôle feront donc partie du suivi.

Le temps de trajet dépend aussi de ce qui se passe hors de la chaussée. Les formalités, les contrôles, les attentes aux frontières et la disponibilité des services logistiques peuvent absorber une partie du gain obtenu par les travaux. Il faudra distinguer le temps de conduite du temps d'immobilisation afin d'identifier la vraie source des retards.

Pour un importateur, l'incertitude possède un coût propre. Lorsque le délai varie fortement, il doit conserver davantage de stocks ou immobiliser une trésorerie supplémentaire. Une amélioration de la régularité peut donc produire un gain avant même une forte baisse du tarif de transport. Le tableau de suivi doit mesurer la dispersion des délais, et pas seulement leur moyenne.

Les montants en dollars restent ici des équivalents rapportés. Les engagements autorisés sont libellés en euros. Leur addition en une autre monnaie doit conserver la source de conversion et son caractère indicatif ; elle ne doit pas devenir un nouveau montant contractuel.

Sources : Présidence de la République du Cameroun, décrets 320 et 321 du 2 octobre 2026 ; Banque mondiale.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

CAMEROUN • LOGISTIQUE • PORT

DOUALA-BONABÉRI : 2 MDS FCFA DE RISTOURNES — MAIS LA VRAIE MESURE SERA LE TRAFIC



Illustration générée par IA · scène non documentaire

La RTC a distribué 2 milliards FCFA lors de sa quatrième édition. Huit milliards ont désormais été redistribués. Le chiffre devient intéressant lorsqu'il est rapproché de la performance portuaire.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

La quatrième édition des ristournes de la Régie du terminal à conteneurs s'est tenue le 2 octobre à Douala. Plus de 200 responsables et bénéficiaires ont participé à la cérémonie.

Deux milliards de FCFA ont été redistribués aux entreprises concernées. Le montant cumulé atteint désormais 8 milliards de FCFA en quatre éditions.

Le mécanisme est présenté comme un instrument de reconnaissance et de fidélisation des armateurs, importateurs et exportateurs qui utilisent la plateforme portuaire de Douala-Bonabéri.

Cette logique est cohérente avec la concurrence portuaire. Un armateur ou un chargeur ne choisit pas une plateforme uniquement parce qu'elle est géographiquement proche. Il compare le prix, le temps, la fréquence des lignes, les équipements, la congestion, les procédures douanières, le temps de séjour des conteneurs et la fluidité du corridor terrestre.

Une ristourne agit donc sur une composante de l'attractivité. Elle réduit certains coûts et récompense certains volumes.

Mais il serait incorrect d'en déduire automatiquement une amélioration de la compétitivité du port.

Pour le démontrer, STEAZ devra désormais conserver simultanément : RISTOURNES → TRAFIC EVP → ESCALES → TEMPS DE SÉJOUR → COÛTS → PART DE MARCHÉ.

C'est là que le sujet devient intéressant pour STEAZ Data.

Les 8 milliards constituent une série financière. Mais une série financière ne produit de l'intelligence que lorsqu'elle est reliée à une série physique.

Si les ristournes augmentent alors que les volumes progressent et que les temps de traitement diminuent, un lien pourra être étudié. Si les volumes stagnent, la lecture sera différente.

La compétitivité portuaire dépend aussi des corridors routiers et ferroviaires. Une amélioration du terminal peut être neutralisée par une route lente, des contrôles multiples ou des frontières coûteuses.

Le dossier doit donc être relié au corridor Douala–Bangui et aux investissements logistiques nationaux.

La RTC cherche à retenir les flux. Mais dans la logistique, le flux est la véritable monnaie.

La question STEAZ est simple : qu'est-ce que les 8 milliards de FCFA ont produit en termes de trafic, de fidélisation et de performance ?

Aujourd'hui, nous possédons le montant. La prochaine étape est de construire la série d'effets.

La politique de ristournes doit également être regardée comme une décision commerciale. Dans un terminal, une réduction tarifaire peut être justifiée si elle permet de sécuriser des volumes qui couvrent mieux les coûts fixes et améliorent l'utilisation des équipements.

Mais si la ristourne n'entraîne aucun trafic additionnel ou ne protège aucun volume stratégique, elle peut simplement réduire la recette sans modifier la compétitivité.

La mesure doit donc porter sur la relation entre l'avantage accordé et le comportement des clients.

Les armateurs arbitrent leurs escales à l'échelle régionale. Ils regardent la profondeur des quais, la productivité des grues, le temps d'attente, la connexion aux hinterlands et la prévisibilité des procédures.

Les importateurs et exportateurs, eux, regardent le coût total de passage : manutention, stockage, formalités, transport terrestre et délais.

Une ristourne sur une composante du coût peut donc être neutralisée par des inefficacités ailleurs.

Le dossier devra ainsi être rapproché des volumes EVP, du temps de séjour, des mouvements par heure et des performances des corridors.

À terme, STEAZ Data pourra construire une série permettant de comparer le montant des ristournes au trafic et à la productivité.

Ce n'est qu'à partir de cette relation que nous pourrons dire si les huit milliards de FCFA constituent seulement une redistribution commerciale ou un investissement efficace dans la fidélisation des flux.

Fidéliser sans confondre les résultats

Une ristourne peut réduire le coût supporté par un client et contribuer au maintien d'une ligne maritime. Mais la causalité doit être vérifiée. Si le trafic augmente, il faudra rechercher la part liée au commerce régional, aux capacités disponibles, aux délais ou au programme commercial. Attribuer toute variation à la ristourne donnerait au dispositif un résultat qu'il n'a pas démontré.

Le montant cumulé de 8 milliards FCFA doit rester un cumul sur quatre éditions. Il ne représente pas une recette annuelle du terminal, un investissement dans les équipements ou une économie identique pour chaque utilisateur. Les catégories de bénéficiaires et les règles d'éligibilité permettront de comprendre où l'avantage se concentre.

La compétitivité se joue également dans la régularité. Un tarif attractif peut perdre son intérêt si les marchandises restent immobilisées longtemps. Les opérateurs arbitrent entre un prix visible et des coûts moins visibles : stockage, crédit, ruptures de livraison et frais de retard. Le port doit donc être évalué à travers le coût complet du passage d'une marchandise.

Pour les économies enclavées, l'analyse devra prolonger la mesure jusqu'au corridor terrestre. Une amélioration au terminal ne garantit pas une livraison plus rapide dans l'hinterland. Le dossier reliera progressivement la performance portuaire aux trajets routiers afin de suivre le service logistique dans sa continuité.

Source : Cameroon Tribune, 5 octobre 2026, cérémonie du 2 octobre.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

CAMEROUN • FINANCES PUBLIQUES

CARBURANTS, SUBVENTIONS, DETTE : LE BUDGET CAMEROUNAIS ENTRE DANS L'ARBITRAGE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Le FMI voit une nouvelle détérioration budgétaire en 2026. Le choc pétrolier augmente la facture des subventions au moment où le pays doit financer davantage d'infrastructures.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

La croissance camerounaise a atteint 3,5 % en 2025, soit le même rythme qu'un an auparavant. Mais le FMI estime que les perspectives 2026 se sont affaiblies, notamment en raison du recul de la production d'hydrocarbures et des retards dans l'augmentation de la capacité de transmission électrique.

La contrainte budgétaire se resserre également. Le déficit global est passé de 1,5 % du PIB en 2024 à 2,1 % en 2025.

Le Fonds prévoit une nouvelle détérioration en 2026 et cite explicitement les importantes subventions aux carburants provoquées par le choc international sur les prix du pétrole.

Le mécanisme est simple. Lorsque le coût réel du carburant augmente mais que le prix payé à la pompe est maintenu, l'écart ne disparaît pas. Il est absorbé quelque part. Selon la structure retenue, il peut devenir une créance, une compensation ou une dépense publique.

Le problème est alors budgétaire. Parce qu'un budget a une limite.

Un franc utilisé pour compenser un prix aujourd'hui ne peut pas simultanément financer une ligne électrique, une route, un hôpital ou une école. C'est le coût d'opportunité.

Mais le raisonnement inverse doit également être posé. Laisser une hausse brutale du carburant se transmettre intégralement aux consommateurs peut augmenter les coûts de transport, les prix alimentaires et les charges des entreprises.

La vraie question n'est donc pas simplement : subventionner ou ne pas subventionner ? Elle est : comment protéger les ménages les plus exposés sans transformer durablement le budget de l'État en absorbeur automatique des chocs pétroliers ?

Cette question devient encore plus importante parce que le Cameroun doit parallèlement accélérer l'investissement. Les financements de Douala–Bangui et Douala–Bafoussam arrivent précisément dans ce contexte.

L'État doit protéger le présent tout en finançant le futur.

Le FMI recommande également une mobilisation plus forte des recettes domestiques, une meilleure gouvernance de la dépense et davantage de financements concessionnels.

Cette combinaison renvoie à la qualité de l'allocation du capital public. Une dette concessionnelle utilisée pour une infrastructure productive peut augmenter la capacité future de l'économie. Une dépense courante répétitive absorbe du budget sans nécessairement créer un nouvel actif.

La comparaison doit toutefois rester prudente : toutes les dépenses sociales ne sont pas improductives, et toutes les infrastructures ne produisent pas automatiquement un rendement.

La question STEAZ sera donc celle de la trajectoire : combien coûtent réellement les compensations, comment évoluent-elles avec les prix mondiaux et quel espace budgétaire reste disponible pour l'investissement ?

C'est l'un des arbitrages économiques les plus difficiles du numéro.

La question des subventions soulève aussi celle des passifs quasi budgétaires. Lorsque l'État ne paie pas immédiatement toutes les compensations dues, des créances peuvent s'accumuler auprès des entreprises du secteur énergétique.

Ces créances peuvent ensuite peser sur la trésorerie des distributeurs, importateurs ou banques qui les financent. Le coût budgétaire peut donc apparaître avec retard.

La transparence du mécanisme devient essentielle : volumes concernés, formule de prix, créances reconnues, paiements effectués et arriérés éventuels doivent être suivis séparément.

Une réforme peut également chercher à mieux cibler la protection. Une subvention générale profite à tous les consommateurs du produit, y compris ceux dont la consommation est plus élevée. Des dispositifs ciblés peuvent théoriquement protéger davantage les ménages vulnérables pour un coût budgétaire inférieur.

Mais ils nécessitent des systèmes d'identification et de transfert fiables.

Le choix public est donc un arbitrage entre simplicité, rapidité, coût et ciblage.

Dans un pays où les infrastructures électriques restent elles-mêmes une contrainte à la croissance, la question énergétique devient circulaire : le budget absorbe le choc des carburants alors que l'économie a besoin d'investir dans l'électricité pour réduire certaines dépendances.

La stratégie de long terme ne peut donc pas se limiter à gérer le prix du litre. Elle doit aussi réduire la vulnérabilité structurelle de l'économie aux chocs pétroliers.

Une dépense et sa date de paiement

Il faut distinguer la subvention économique, la compensation comptabilisée et la trésorerie effectivement versée. Lorsque le paiement est retardé, la charge peut apparaître ailleurs dans la chaîne : dette d'un opérateur, financement bancaire ou créance sur l'État. Une dépense absente du décaissement courant n'est donc pas nécessairement une économie définitive.

Le diagnostic du FMI publié le 1er octobre correspond aux conclusions préliminaires de ses services. L'examen du Conseil d'administration est attendu en décembre. Il ne faut pas lui attribuer dès aujourd'hui une décision formelle de ce Conseil. La distinction est utile pour la chronologie comme pour la lecture des recommandations.

La protection des ménages demande elle aussi une méthode. Une hausse des prix peut affecter le transport et l'alimentation, alors qu'une compensation générale bénéficie différemment aux catégories de consommateurs. Une réforme ne devient soutenable qu'en reliant son calendrier, ses bénéficiaires et ses moyens de paiement aux économies réellement obtenues.

Le suivi budgétaire devra donc rapprocher les prix de référence, les volumes concernés, les droits à compensation et les paiements. Ce sont ces séries qui permettront d'évaluer l'arbitrage. Le seul niveau du prix à la pompe ne donne ni le coût total de la politique ni sa répartition sociale.

Source : FMI, Post-Financing Assessment Mission to Cameroon, 1er octobre 2026.

MONDE • IA • MARCHÉS

IA : LE BOOM QUI FAIT MONTER LES ACTIFS PEUT AUSSI FAIRE MONTER LES TAUX



Illustration générée par IA · scène non documentaire

La Banque du Japon introduit une nouvelle lecture de l'intelligence artificielle : non plus seulement technologie et productivité, mais aussi valorisations, dette, taux et stabilité financière.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

Shinichi Uchida, vice-gouverneur de la Banque du Japon, estime que le boom mondial de l'intelligence artificielle a contribué à stimuler la demande et les prix d'actifs, assouplissant ainsi certaines conditions financières.

Mais il ajoute immédiatement une réserve : si les profits attendus ne se matérialisent pas, les marchés peuvent subir une correction.

Cette tension décrit parfaitement la phase actuelle de l'IA. Le marché ne finance pas seulement les revenus présents. Il finance une anticipation.

Les investisseurs pensent que l'IA augmentera fortement la productivité et les profits futurs. Ils acceptent donc des valorisations élevées. Ces valorisations permettent à leur tour aux entreprises de lever davantage de capital.

Le capital finance davantage de centres de données, de puces et d'énergie.

Le cycle devient : ANTICIPATION → VALORISATION → FINANCEMENT → INVESTISSEMENT → CAPACITÉ.

Mais ce mécanisme possède une condition. Les bénéfices doivent finalement rattraper les anticipations. Sinon, la chaîne peut fonctionner à l'envers.

La seconde dimension identifiée par Uchida concerne la dette. Les entreprises liées à l'IA émettent d'importants volumes d'obligations pour financer leurs infrastructures, ce qui peut exercer une pression à la hausse sur les taux longs.

Voilà pourquoi l'IA devient un sujet mondial de coût du capital.

Un data center n'est pas un logiciel. Il faut du foncier, de l'électricité, des transformateurs, des lignes haute tension, du refroidissement, des semi-conducteurs, des bâtiments et du financement.

L'IA entre donc dans une phase où la rareté physique et financière devient aussi importante que l'innovation logicielle.

Pour l'Afrique, cette évolution est doublement importante. Elle augmente potentiellement les besoins de financement mondiaux. Et elle redéfinit les infrastructures nécessaires pour participer à l'économie numérique.

Les pays africains qui veulent accueillir des data centers doivent donc penser simultanément à la disponibilité électrique, à la stabilité du réseau, aux câbles internationaux, au foncier et au financement.

Le risque macrofinancier est différent mais également important. Si une correction technologique entraîne une hausse de l'aversion au risque, les capitaux peuvent se déplacer vers des actifs jugés plus sûrs. Les conditions de financement des marchés émergents peuvent alors se durcir.

La prochaine grande compétition technologique pourrait donc se jouer autant dans les centrales électriques et les marchés obligataires que dans les laboratoires d'intelligence artificielle.

STEAZ devra suivre simultanément les dépenses d'infrastructure IA, les émissions obligataires, les taux longs, les bénéfices, les valorisations et les flux vers les marchés émergents.

Le retour sur capital devient la variable centrale. Construire des dizaines de milliards de dollars de data centers n'est soutenable que si l'usage des modèles génère des revenus suffisants pour rémunérer le capital immobilisé.

La durée d'amortissement des équipements et la vitesse de renouvellement technologique peuvent compliquer l'équation. Des accélérateurs informatiques très coûteux peuvent devenir moins compétitifs quelques années plus tard, ce qui accélère les besoins d'investissement.

Les entreprises financent donc simultanément une capacité physique et une course technologique.

Le risque ne se limite pas aux actions cotées. Les obligations émises pour financer les infrastructures créent une exposition pour les investisseurs de crédit. Si les flux de trésorerie déçoivent, la question peut devenir celle du refinancement.

Les compagnies d'électricité et les réseaux sont également concernés. Une forte demande de puissance peut nécessiter des centrales, des lignes et des transformateurs supplémentaires. Cela déplace une partie du coût du boom technologique vers l'infrastructure énergétique.

Pour l'Afrique, cette évolution ouvre aussi une opportunité. Les pays disposant d'une énergie compétitive, de connectivité internationale et d'une stabilité réglementaire peuvent attirer certaines infrastructures numériques.

Mais la compétition sera exigeante. Les investissements iront vers les marchés capables de fournir simultanément énergie, fibre, foncier, sécurité et capital.

STEAZ devra donc distinguer la croissance de l'usage de l'IA de la croissance du capital investi pour la soutenir. Le rapport entre les deux déterminera si le cycle reste productif ou devient excessivement spéculatif.

Deux horizons qui peuvent diverger

La demande d'équipements peut progresser avant que les gains de productivité apparaissent. Dans cet intervalle, les besoins de financement, de puissance électrique et de capacités informatiques augmentent. Une technologie prometteuse peut donc exercer une pression immédiate sur les ressources tout en améliorant, plus tard, la capacité de production. L'ordre des événements compte pour les entreprises comme pour les banques centrales.

Les propos d'Uchida sont une analyse des mécanismes possibles, pas une décision de taux. Il souligne que leur ampleur et leur calendrier restent difficiles à mesurer. Transformer cette intervention en annonce automatique d'un durcissement monétaire ferait disparaître cette incertitude.

Il faudra lire les entreprises à partir de leurs encaissements et de leurs engagements. Une hausse des commandes n'équivaut pas à une hausse identique de la trésorerie ; un investissement annoncé n'est pas nécessairement un actif déjà disponible. Le coût du crédit peut peser avant que les revenus associés à la nouvelle capacité soient stabilisés.

Pour les marchés africains, le lien passera notamment par la concurrence pour le capital et les infrastructures. Cette transmission reste une hypothèse à tester avec des données comparables. Elle ne doit pas être présentée comme une hausse déjà constatée de tous les coûts de financement du continent.

Source : Reuters, 5 octobre 2026, déclarations de Shinichi Uchida.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

MONDE • FINANCE • RISQUE SOUVERAIN

FRANCE : QUAND LE RISQUE BUDGÉTAIRE SE TRANSFORME EN PRIX DU CAPITAL



Illustration générée par IA · scène non documentaire

L'euro tombe à un plus bas de 17 mois et le spread France–Allemagne a atteint environ 150 points de base vendredi 2 octobre. Les marchés donnent un prix concret à leur perception du risque souverain.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

L'euro atteint lundi un plus bas de dix-sept mois face au dollar, selon Reuters. Le chiffre doit être lu comme un relevé de marché daté, et non comme une valeur permanente.

L'écart de rendement entre les obligations françaises et allemandes à dix ans est monté autour de 150 points de base vendredi 2 octobre, avant de revenir autour de 145,5 points dans le relevé de lundi. Les inquiétudes budgétaires et politiques accompagnent cette tension.

Ce spread doit être compris comme un langage.

Deux États empruntent en euros. Mais le marché ne leur demande pas le même rendement. La différence exprime la prime supplémentaire exigée pour détenir l'un plutôt que l'autre.

Cette prime intègre la perception du risque : dette, déficit, croissance, stabilité politique et capacité future à maîtriser les finances publiques.

Le marché transforme donc une opinion collective en prix.

Et le mécanisme intéresse directement l'Afrique.

Lorsqu'un État africain emprunte en dollars ou en euros, son coût de financement peut être simplifié ainsi : TAUX MONDIAL + PRIME SOUVERAINE + RISQUE DE CHANGE + RISQUES SPÉCIFIQUES.

Si les taux des économies avancées augmentent, la base monte. Si leur propre prime souveraine augmente, leur coût monte encore davantage.

C'est exactement pourquoi la qualité des données, la crédibilité budgétaire et la notation souveraine traitées dans le N°57 étaient des sujets structurants, pas des sujets administratifs.

La France offre aujourd'hui une démonstration particulièrement visible : même une grande économie peut voir le marché exiger un prix supérieur lorsque sa trajectoire est jugée moins lisible.

Pour l'Afrique, la leçon n'est pas de commenter une éventuelle « crise française ». Elle est de comprendre comment fonctionne la tarification du risque.

Parce qu'un projet africain peut être excellent et voir néanmoins son financement devenir plus coûteux si son environnement mondial change.

Le coût du capital africain ne se fixe donc jamais uniquement en Afrique.

La question stratégique est alors double. Les États africains ne contrôlent pas le taux mondial. Mais ils peuvent travailler sur la composante qui leur appartient : qualité de la donnée, crédibilité des politiques, structure de la dette, préparation des projets et stabilité des règles.

Dans un environnement de taux élevés, chaque point de prime de risque évité devient plus précieux.

Le mouvement français rappelle ainsi que la finance n'est pas séparée de la politique budgétaire. Les marchés observent les trajectoires, les comparent et les transforment progressivement en coût de financement.

STEAZ suivra le spread France-Allemagne, les rendements souverains américains et européens, les spreads africains et les nouvelles émissions afin de mesurer comment ce contexte mondial se transmet au continent.

Le spread agit également comme un thermomètre de la discipline budgétaire. Il peut se détendre si les investisseurs jugent qu'une trajectoire devient plus crédible, ou s'élargir lorsqu'ils anticipent davantage d'endettement, d'instabilité ou de difficultés politiques.

La durée compte aussi. Une hausse des taux ne se transmet pas immédiatement à l'ensemble du stock de dette publique. Elle affecte progressivement le coût moyen au fur et à mesure des nouvelles émissions et du refinancement des obligations arrivant à échéance.

Mais plus cette situation dure, plus la charge d'intérêts peut augmenter.

Ce mécanisme intéresse les économies africaines confrontées à des maturités plus courtes ou à des primes beaucoup plus élevées. Une tension mondiale qui paraît gérable pour une grande économie peut devenir beaucoup plus coûteuse pour un emprunteur émergent.

Les banques sont également exposées, car elles détiennent souvent de la dette souveraine et se financent elles-mêmes sur les marchés. Une hausse des rendements peut donc se transmettre au crédit privé.

Pour les entreprises africaines, le coût final d'un prêt international dépend ainsi de plusieurs étages de prix qui se forment loin de leur marché domestique.

C'est pourquoi STEAZ reliera ce dossier aux notations souveraines, aux spreads africains et aux opérations d'Eurobond. Le but n'est pas de faire de la France un sujet africain artificiel, mais de montrer comment le système mondial fabrique le prix auquel l'Afrique emprunte.

Le relevé compte autant que le seuil

Les cotations de marché changent au cours de la journée. Le franchissement d'un seuil doit conserver une date et une référence de maturité. Dans ce dossier, le passage autour de 150 points de base renvoie au vendredi 2 octobre ; le relevé rapporté lundi revient autour de 145,5 points. Le numéro conserve les deux observations au lieu de présenter le pic comme un niveau permanent.

Un écart de rendement ne mesure pas uniquement une probabilité de défaut. Il peut aussi évoluer avec la liquidité des titres, la recherche de sécurité et les volumes d'émission. Une lecture rigoureuse doit regarder les deux rendements séparément : le spread peut s'élargir parce que le rendement français monte, parce que le rendement allemand baisse, ou par combinaison de ces mouvements.

La transmission à un emprunteur africain exige une comparaison dans la même monnaie et sur une maturité proche. Un rendement en euros ne peut pas être rapproché directement d'un coût en monnaie locale sans traiter le change et les conditions du contrat. Le spread aide à lire le marché ; il ne remplace pas l'analyse du financement concerné.

La prochaine preuve sera donc une opération réelle : coupon, monnaie, échéance et conditions d'une nouvelle émission. C'est à ce niveau que l'on pourra observer ce qui s'est transmis, puis distinguer l'effet du marché mondial de celui de la situation propre à l'émetteur.

Source : Reuters, 5 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €

CAMEROUN
AFRIQUE
MONDE
ÉCONOMIE
SOCIÉTÉ
INNOVATION

CAHIER II

LES EXTENSIONS STEAZ

Mesurer. Expliquer. Analyser. Suivre. Comparer.

STEAZ DATA | STEAZ INSIGHT | STEAZ WATCH | STEAZ BRIEF | STEAZ INDEX

DANS CETTE ÉDITION : INSIGHT · WATCH · DATA

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

10 % DE LIQUIDITÉ ET 5 % DE RÉSERVES : ORGANISER LE CAPITAL AFRICAIN



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Comprendre aujourd'hui, anticiper demain.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LE SIGNAL Hassan Abdalla propose d'orienter 10 % de la liquidité bancaire africaine et 5 % des réserves internationales vers l'investissement intra-africain. Il souligne qu'une partie du capital africain quitte le continent pour les marchés développés avant de revenir sous forme de financements plus coûteux.

LE MÉCANISME Le capital ne se déplace pas uniquement vers l'endroit où le rendement est élevé. Il se déplace aussi vers l'endroit où le risque est identifiable, où les règles sont prévisibles et où la sortie de l'investissement est possible.

Une banque, un fonds de pension ou une compagnie d'assurance peut donc préférer un marché extérieur parce qu'il offre davantage de liquidité, une monnaie plus stable, des instruments plus nombreux et une profondeur de marché supérieure.

Le paradoxe apparaît alors : l'épargne africaine peut contribuer à financer ailleurs des économies qui disposent ensuite de capitaux pour investir en Afrique.

CE QUE CELA CHANGE Si une partie plus importante de l'épargne africaine était transformée en capital de long terme, cela pourrait modifier la structure du financement du développement. Mais cela suppose des véhicules adaptés : fonds d'infrastructure, obligations, garanties, marchés secondaires et mécanismes de couverture.

LE POINT DE VIGILANCE Le chiffre de 15 % ne doit pas être présenté comme une ressource immédiatement disponible. Les réserves internationales ont une fonction monétaire et les banques doivent préserver leur liquidité.

La véritable question est donc : quelle fraction peut être mobilisée sans compromettre ces fonctions ?

LECTURE STEAZ Le débat doit passer de « où trouver davantage d'argent ? » à « comment organiser le capital que nous possédons déjà ? ».

À SURVEILLER : création d'instruments continentaux, montants effectivement mobilisés, maturités, secteurs financés, coût du capital et taux de conversion en projets productifs.

CE QUE CELA RÉVÈLE Le sujet met au jour une contrainte de structure : l'Afrique dispose de poches d'épargne, mais pas toujours des instruments permettant de les transformer en capital patient.

Un investisseur institutionnel a besoin d'actifs correspondant à son mandat. Si les projets sont trop risqués, trop peu liquides ou insuffisamment documentés, l'argent restera ailleurs.

LA PROCHAINE PREUVE Il faudra rechercher la création de véhicules précis : fonds, obligations, garanties, mécanismes de change ou nouvelles règles permettant aux investisseurs institutionnels de financer davantage d'actifs africains.

STEAZ conservera séparément les propositions, les instruments créés, les montants engagés et les investissements effectivement réalisés.

RAPPORT DE FORCE Le capital institutionnel possède un pouvoir de sélection : il choisit les marchés capables de protéger sa valeur. L'enjeu pour l'Afrique est donc aussi de modifier le rapport de force avec les investisseurs. Plus le continent dispose de ses propres ressources de long terme, moins chaque projet dépend d'un seul type de prêteur extérieur.

Cela peut améliorer la négociation des maturités, des garanties et des devises. Mais cela ne sera possible que si les institutions africaines acceptent elles-mêmes de comparer les projets avec rigueur.

QUESTION DE MONNAIE Un actif qui génère des revenus en FCFA, naira ou shilling peut devenir fragile s'il rembourse une dette en dollars alors que la monnaie locale se déprécie. Une stratégie de mobilisation du capital africain doit donc aussi approfondir les marchés en monnaie locale.

INDICATEUR FUTUR

STEAZ cherchera à mesurer, lorsque les données le permettront, la part des actifs africains détenue par des investisseurs institutionnels africains et l'évolution de cette part dans le temps.

La proposition d'Alamein devient alors le point zéro d'un sujet plus vaste : la localisation du capital africain.

La liquidité a des obligations

La ressource mobilisable doit être évaluée après les besoins de paiement et les contraintes de chaque détenteur. Une banque peut disposer de liquidités sans pouvoir les immobiliser pendant la durée d'un chantier. Une banque centrale peut placer des réserves à l'étranger parce qu'elle doit pouvoir les utiliser rapidement. Reconnaître ces fonctions ne ferme pas le débat : cela précise les instruments qu'il faudra concevoir.

Un véhicule continental pourrait organiser l'investissement, mais son existence ne démontrerait pas encore qu'il attire les capitaux recherchés. Il faudrait publier sa gouvernance, sa politique de risque, ses frais, ses règles de valorisation et les conditions de retrait. Les investisseurs ont besoin de savoir ce qu'ils possèdent et comment cette valeur pourra être contrôlée.

La préparation des actifs sera décisive. Un projet mal documenté ne devient pas un placement prudentiel parce qu'il est africain. L'origine du capital et celle de l'actif ne remplacent pas une capacité de remboursement. Les institutions doivent pouvoir comparer différents dossiers selon une méthode commune, tout en tenant compte de leurs risques particuliers.

Une mobilisation supplémentaire devra être mesurée sans double compte. Si une banque apporte une ressource à un fonds qui la place ensuite dans une entreprise, la même somme circule dans plusieurs bilans. Elle ne crée pas autant de capital nouveau que d'étapes administratives. Le registre STEAZ suivra l'origine, le véhicule et l'emploi final.

Deux proportions, aucun fonds de 15 %

Les deux pourcentages ne portent pas sur une base identique. Ils ne peuvent être additionnés pour annoncer un fonds équivalant à 15 % du capital africain. Au 5 octobre, le dossier est celui d'une proposition à instruire. Les preuves suivantes seront un texte de mise en œuvre, des engagements identifiés et des investissements constatés.

L'hypothèse à tester est précise : de meilleurs actifs, des règles plus lisibles et des marchés secondaires plus profonds permettraient à davantage d'épargne africaine de financer les capacités du continent. Elle devra être confrontée aux placements effectivement réalisés, avec leurs maturités, leurs devises et leurs pertes éventuelles.

Source de base : déclarations de Hassan Abdalla, Alamein Africa Business Forum, 4 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

ALAMEIN INVESTMENT PLATFORM : FÉVRIER 2027 DEVIENT LE PREMIER RENDEZ-VOUS DE VÉRIFICATION



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

POINT ZÉRO Les cinq pays fondateurs du NEPAD ont adopté la Déclaration d'Alamein et annoncé la création d'une Alamein Investment Platform d'ici février 2027.

CE QUI EST ANNONCÉ La plateforme doit consolider les engagements de capitaux privés et les projets issus du forum. La Déclaration prévoit aussi de suivre les projets jusqu'au financial close, de lancer une facilité continentale pour les PME et chaînes de valeur d'ici mi-2027 et d'opérationnaliser au moins un instrument africain de de-risking et de blended finance dans les dix-huit mois.

CE QUI EST PROUVÉ - existence de la Déclaration ; - engagement politique des États fondateurs ; - échéance de février 2027 ; - intention de constituer un portefeuille de projets investment-ready ; - objectifs de suivi jusqu'au financial close.

CE QUI RESTE À PROUVER - forme juridique de la plateforme ; - investisseurs réellement engagés ; - valeur consolidée du portefeuille ; - nombre de projets préparés ; - projets atteignant le financial close ; - décaissements ; - projets exécutés ; - emplois et chaînes de valeur créés.

CHAÎNE WATCH DÉCLARATION → PLATEFORME → PORTEFEUILLE → ENGAGEMENTS → FINANCIAL CLOSE → DÉCAISSEMENTS → EXÉCUTION → RÉSULTATS.

PROCHAINE PREUVE Février 2027 : la plateforme existe-t-elle réellement, avec quelle gouvernance, quels investisseurs et quel portefeuille ?

La question STEAZ restera simple : qu'est devenue l'annonce ?

INDICATEURS WATCH

STEAZ ouvrira une fiche datée pour chaque jalon : constitution juridique, gouvernance, investisseurs associés, valeur du portefeuille, nombre de projets investment-ready, nombre de financial closes, montants décaissés et actifs mis en service.

RISQUE DE DILUTION Une plateforme peut exister administrativement sans produire de conversion financière. Le suivi doit donc éviter de confondre création institutionnelle et efficacité.

Le taux de conversion du portefeuille deviendra un indicateur central : combien de projets annoncés atteignent réellement le financement ?

C'est cette série historique qui permettra, dans deux ou trois ans, de juger la capacité d'Alamein à transformer un forum en machine d'exécution.

CE QUI FERA LA DIFFÉRENCE La préparation de projet devra être traitée comme une infrastructure à part entière. Les études de faisabilité, analyses environnementales, contrats d'achat, modèles de demande et structures juridiques nécessitent du temps et de l'argent avant même qu'un chantier commence.

Une plateforme crédible doit donc financer aussi cette phase amont, faute de quoi elle risque de disposer de capitaux sans disposer d'actifs assez mûrs pour les recevoir.

RAPPORT BIENNAL La Déclaration prévoit que la valeur consolidée du portefeuille soit rapportée à chaque édition biennale du forum. STEAZ conservera chaque valeur comme un point de série sans écraser la précédente.

Cela permettra de reconstruire l'historique : portefeuille annoncé → portefeuille préparé → projets bouclés → projets décaissés → actifs mis en service.

CRITÈRE DE CRÉDIBILITÉ

Le dispositif gagnera en crédibilité si les projets qui échouent ou prennent du retard sont également documentés. Une mémoire qui ne conserve que les succès ne permet pas de comprendre les véritables obstacles au financement.

Le point zéro doit rester lisible

Le registre initial conserve la date d'adoption du 3 octobre 2026 et la date de publication du texte officiel. Le nombre de projets financés par la future plateforme n'est pas renseigné à ce stade. Cette absence doit être enregistrée comme une donnée non disponible, et non remplacée par zéro : zéro affirmerait qu'une mesure complète a été effectuée.

Chaque jalon doit correspondre à une pièce identifiable. Une annonce de lancement appelle un acte de constitution ; un portefeuille appelle une liste de projets et des critères de sélection ; un financement appelle des engagements juridiquement documentés. Les présentations publiques seront conservées, mais leur portée sera distincte de celle d'un contrat ou d'un décaissement.

Le suivi des PME demandera un identifiant permettant de ne pas recompter la même entreprise à chaque soutien. Les bénéficiaires, les montants reçus, la nature de l'aide et les emplois déclarés doivent être rattachés à une période. Sans ce périmètre, une série en apparence croissante peut simplement additionner plusieurs observations du même résultat.

Le mécanisme de réduction du risque sera évalué sur ses conditions d'intervention. Il faudra connaître le risque couvert, les bénéficiaires, les montants engagés et les obligations éventuelles des États. Une garantie annoncée ne doit pas être assimilée à une dépense ; une garantie activée nécessite au contraire une trace de paiement.

Prochaine échéance

Le premier contrôle est fixé au sommet de février 2027, ou plus tôt si un acte officiel de mise en œuvre est publié. Le lancement de la facilité PME sera vérifié au rendez-vous de mi-2027. Le délai de dix-huit mois sera conservé à partir de la déclaration ; son échéance ne devient pas la preuve que l'instrument fonctionnera.

STEAZ conservera les modifications de calendrier et leurs motifs. Un report ne sera pas effacé par une nouvelle date. C'est la comparaison entre l'objectif initial, les décisions prises et les résultats obtenus qui donnera une valeur au WATCH.

Statut au 5 octobre 2026 : déclaration adoptée ; résultats futurs.

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

AFREXIMBANK : UNE INSTITUTION FINANCIÈRE AFRICAINE CHANGE D'ÉCHELLE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Des chiffres pour comprendre l'Afrique.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LA DONNÉE Selon George Elombi, le bilan d'Afreximbank a été multiplié par environ six en une décennie, tandis que les fonds des actionnaires approchent 9 milliards de dollars. Le résultat net aurait progressé de 30 % au premier semestre 2026.

REPÈRE 2025 Actifs et engagements conditionnels : 48,5 milliards $. Prêts et avances nets : 33,5 milliards $.

CE QUE LE CHIFFRE MESURE Le chiffre traduit une augmentation considérable de la capacité financière d'une institution continentale. Il ne signifie pas que 9 milliards de dollars constituent une enveloppe immédiatement dépensable.

Les fonds propres forment la base sur laquelle une banque peut développer son activité dans le respect de ses contraintes prudentielles.

POURQUOI STEAZ LA CONSERVE Parce que la croissance du bilan doit être rapprochée de l'économie réelle.

SÉRIE À CONSTRUIRE - fonds propres ; - taille du bilan ; - résultat net ; - portefeuille de financement ; - garanties ; - commerce intra-africain financé ; - opérations ZLECAf ; - capital privé mobilisé ; - actifs industriels financés.

CE QUE LA DONNÉE NE DIT PAS La croissance du bilan ne démontre pas, à elle seule, une augmentation équivalente de l'impact industriel africain.

QUESTION DATA La croissance des institutions financières africaines se transforme-t-elle réellement en croissance des capacités productives africaines ?

La prochaine mise à jour devra comparer la progression du bilan à celle des volumes de commerce, des financements industriels et des garanties effectivement déployées.

MÉTHODE STEAZ DATA La série devra conserver la date, la définition comptable et le périmètre de chaque chiffre. Une hausse des actifs ne peut être comparée correctement que si la méthode reste stable.

L'INTELLIGENCE DERRIÈRE LA DONNÉE Si le bilan augmente plus vite que les capitaux propres, le levier financier évolue. Si les financements industriels progressent plus vite que le financement de court terme, la structure de l'impact change.

La donnée devient donc utile lorsqu'elle permet de comprendre non seulement la taille de la banque, mais la nature de son intervention.

COMPARAISON DANS LE TEMPS Une série utile devra distinguer les actifs totaux, les engagements conditionnels, les prêts nets et les fonds propres. Agréger ces concepts empêcherait de comprendre la structure du bilan.

La croissance du résultat net devra également être rapprochée du coût du risque, du coût de financement et des provisions.

LIEN AVEC LE COMMERCE Afreximbank a pour vocation centrale le commerce. STEAZ cherchera donc à relier la croissance de l'institution aux flux qu'elle finance : exportations africaines, commerce intra-africain, financement des chaînes de valeur et systèmes de paiement.

POINT DE VIGILANCE Une banque de développement peut être rentable tout en poursuivant un mandat stratégique. L'analyse devra éviter deux excès : considérer la rentabilité comme incompatible avec le développement, ou considérer toute croissance du bilan comme une preuve d'impact.

Le véritable indicateur est la qualité de la transformation obtenue par unité de capital mobilisé.

La série ne doit pas mélanger les périmètres

Les actifs et les engagements conditionnels forment l'agrégat publié de 48,5 milliards de dollars à fin 2025. Ce total ne doit pas être renommé simplement « actifs comptables ». Les prêts et avances nets, à 33,5 milliards, constituent un autre indicateur. Les réunir dans une même courbe sans conserver ces définitions ferait perdre l'information sur la structure financière.

Les fonds des actionnaires proches de 9 milliards sont rapportés dans les déclarations d'octobre. La formule « environ six fois en une décennie » reste une comparaison attribuée à George Elombi. Elle ne constitue pas une série annuelle reconstituée. Pour produire cette série, il faudra collecter chaque exercice et contrôler les changements de périmètre.

Le résultat net du premier semestre doit être comparé à la même période de l'exercice précédent. Le rapprocher d'un bénéfice annuel ne permettrait pas de mesurer une progression. La date d'arrêté, le caractère audité ou non des comptes et la monnaie de présentation feront partie de chaque observation.

Le portefeuille et les garanties demandent également des définitions distinctes. Un montant engagé peut être différent d'un montant tiré ; un encours à une date peut être différent des financements accordés durant une année. La base ne transformera pas un stock en flux pour rendre une performance plus spectaculaire.

De la taille au service rendu

La lecture stratégique cherchera les opérations qui ouvrent un débouché, rendent une production possible ou sécurisent une transaction commerciale. Une même opération pourra être reliée à plusieurs thèmes, mais elle ne sera comptée qu'une fois dans le total consolidé. Les liens entre la banque, les cofinanceurs et l'actif final seront conservés.

La prochaine preuve ne sera donc pas uniquement un bilan plus grand. Elle sera une série comparable et des résultats documentés : transactions financées, capacités mises en service et capitaux supplémentaires mobilisés. Les données absentes resteront identifiées comme telles jusqu'à leur publication.

Sources de base : Afreximbank ; BusinessDay, 5 octobre 2026.

CAHIER II • STEAZ WATCH

NNPC / GAZ : 473,8 MILLIARDS DE NAIRAS OUVRENT UN DOSSIER D'EXÉCUTION, PAS UNE INFRASTRUCTURE ACHEVÉE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

POINT ZÉRO Les états financiers 2025 de NNPC documentent une facilité de 473,8 milliards de nairas accordée à NGIC pour plusieurs engagements gaziers : Nigeria–Maroc, AKK et injection de capital dans Anoh Gas Processing.

Au 31 décembre 2025, 14,4 milliards de nairas restaient non tirés et 25,7 milliards d'intérêts étaient dus.

CE QUE CELA PROUVE Une architecture de financement existe pour plusieurs actifs gaziers stratégiques.

CE QUE CELA NE PROUVE PAS - 473,8 milliards n'ont pas été intégralement dépensés sur un seul projet ; - l'African Atlantic Gas Pipeline n'est pas construit ; - l'AKK n'est pas mesuré ici par sa capacité opérationnelle ; - les volumes futurs de gaz ne sont pas des volumes déjà transportés.

CHAÎNE WATCH FACILITÉ → TIRAGES → CONTRATS → CONSTRUCTION → KILOMÈTRES POSÉS → ESSAIS → MISE EN SERVICE → VOLUMES TRANSPORTÉS.

PROCHAINES PREUVES - tirages supplémentaires ; - décision finale d'investissement de l'AAGP ; - structures de gouvernance du projet ; - contrats EPC ; - avancement AKK ; - premières mises en service ; - volumes de gaz transportés vers centrales et industries.

QUESTION WATCH Le financement documenté se transformera-t-il en infrastructure capable de convertir la ressource gazière nigériane en énergie et en capacité industrielle ?

RISQUES À SURVEILLER

Le projet AAGP doit coordonner treize pays côtiers. Les risques portent sur la gouvernance, les tarifs de transit, les contrats d'achat, le financement en devises et la demande future.

Le suivi devra distinguer les étapes domestiques de l'AKK et la trajectoire transnationale de l'AAGP.

Statut : financement documenté ; capacités futures à vérifier.

POINT DE CONTRÔLE La décision finale d'investissement constituera un jalon beaucoup plus fort qu'un nouvel accord politique. Elle signifiera que les principales hypothèses techniques, commerciales et financières ont franchi un seuil de crédibilité.

Après cela, STEAZ passera du suivi institutionnel au suivi de construction.

ÉCHELLES DIFFÉRENTES L'AKK est d'abord un dossier nigérian. L'AAGP est un dossier régional. Les deux ne doivent pas être confondus dans le même statut.

STEAZ conservera donc deux chaînes de jalons distinctes, même lorsqu'une même facilité NGIC participe à plusieurs engagements.

ÉCONOMIE DU PIPELINE Le coût du transport dépend du volume. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus le coût unitaire peut être réparti sur davantage de gaz. À l'inverse, une infrastructure surdimensionnée ou insuffisamment alimentée peut devenir financièrement lourde.

Il faudra donc suivre les accords de fourniture et les contrats d'achat autant que les travaux.

RÉSULTAT À LONG TERME Le succès final ne sera pas seulement une inauguration. Il sera la quantité de gaz effectivement livrée aux centrales, industries et marchés régionaux, ainsi que l'effet sur la production énergétique et industrielle.

C'est cette distinction entre infrastructure construite et infrastructure utilisée qui restera au cœur du WATCH.

Conserver la date comptable

Les montants de la facilité, de la partie non tirée et des intérêts dus appartiennent au même arrêté du 31 décembre 2025. Ils ne doivent pas être présentés comme des soldes observés le 5 octobre 2026. La publication nouvelle d'un rapport ne change pas la période que ce rapport mesure.

La facilité accordée à une filiale ne correspond pas automatiquement à une dépense finale auprès d'un constructeur. Il faut suivre les appels de fonds, les utilisations et les écritures liées aux participations. Cette chaîne permet d'identifier ce qui finance une infrastructure, ce qui finance une société et ce qui reste disponible.

Le communiqué NNPC du 29 septembre rapporte l'achèvement de la conduite principale AKK. Ce jalon physique sera conservé à côté de la facilité, avec sa propre source et sa propre date. Il ne donnera pas à lui seul le statut de livraison commerciale régulière : les essais, les équipements associés et les volumes acheminés nécessitent des preuves séparées.

Pour le projet régional, le WATCH vérifiera les accords entre partenaires, les engagements commerciaux et les décisions de financement. Un accord de coopération peut préparer l'étape suivante sans obliger chaque État ou chaque investisseur à apporter immédiatement du capital. Sa portée doit être décrite selon le document signé.

Le contrôle après les ouvrages

Après une mise en service, le suivi ne s'arrête pas. Il portera sur la continuité des livraisons, les arrêts, les volumes et les recettes. Une conduite disponible mais sous-utilisée peut manquer de gaz, de clients ou de capacités de traitement. Le registre devra indiquer la cause documentée plutôt que conclure automatiquement à un échec technique.

La prochaine mise à jour interviendra à la publication d'un état financier comparable, d'une décision d'investissement ou d'un rapport d'exploitation. Chaque nouvelle étape sera ajoutée à l'historique. L'annonce initiale et les statuts antérieurs resteront accessibles pour mesurer le passage du financement à l'usage.

CAHIER II • STEAZ WATCH

GASSI–LAMADJI : LE SOLAIRE TCHADIEN PASSE DU PROJET AU FINANCEMENT



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

POINT ZÉRO Les centrales solaires hybrides de Gassi et Lamadji ont atteint le financial close et fait l'objet d'un premier décaissement.

Capacité prévue : 30 MWc de solaire + 8 MWh de stockage par batteries.

Le projet est couvert par un PPA de 20 ans avec Tchadelec. Le financement mobilisé atteint 37,9 millions d'euros.

STATUT AU 5 OCTOBRE Financial close : atteint. Premier décaissement : atteint. Construction : à suivre. Mise en service : non acquise.

LA CHAÎNE DE VÉRIFICATION FINANCEMENT → TRAVAUX → ÉQUIPEMENTS → RACCORDEMENT → MISE EN SERVICE → PRODUCTION RÉELLE → DISPONIBILITÉ → PAIEMENT DU PPA.

POURQUOI LE DOSSIER EST STRATÉGIQUE Le projet montre comment un actif peut devenir finançable dans un environnement où le risque de l'acheteur public constitue une contrainte.

La combinaison finance de développement + garantie + investisseur privé + PPA long terme permet de répartir le risque.

PROCHAINES PREUVES 1. démarrage physique des travaux ; 2. état d'avancement ; 3. date de raccordement ; 4. première injection ; 5. capacité disponible ; 6. respect des paiements du PPA.

QUESTION WATCH Le montage qui a rendu Gassi et Lamadji bancables permettra-t-il de transformer effectivement le financement en capacité électrique nouvelle ?

RISQUES À SURVEILLER

Le bouclage financier ne supprime ni le risque de construction, ni le risque de réseau, ni le risque opérationnel. Les batteries, les postes et les lignes doivent fonctionner comme un système.

L'exploitation commerciale devra également confirmer la capacité de Tchadelec à honorer durablement les obligations du PPA.

Source de base : Banque africaine de développement.

L'ENJEU DE RÉPLICATION Si le montage fonctionne, la combinaison garantie + PPA + finance de développement pourrait servir de référence à d'autres projets. STEAZ regardera donc si des opérations comparables reprennent la même architecture.

MÉTHODE DE SUIVI STEAZ enregistrera séparément la capacité nominale, la production réellement injectée et la disponibilité de l'installation. Ces trois notions ne doivent jamais être confondues.

Une centrale de 30 MWc ne produit pas 30 MW en permanence. Sa production varie selon l'ensoleillement, les arrêts et les contraintes du réseau.

Le stockage devra lui aussi être suivi : capacité disponible, cycles et rôle réel dans la stabilisation.

RISQUE DE PAIEMENT La garantie partielle de risque existe précisément parce que la qualité du paiement est une variable de bancabilité. Après la mise en service, l'historique des paiements de Tchadelec deviendra donc une donnée aussi importante que la production.

LEÇON RÉGIONALE Si le projet réussit, il pourra démontrer qu'un marché considéré comme risqué peut recevoir du capital privé lorsque les risques sont distribués entre acteurs. C'est cette capacité de réplication qui donnera au dossier une portée continentale.

Financé ne signifie pas livré

Le financial close établit un montage de financement ; le premier décaissement indique qu'une première ressource a été versée. Ces deux jalons ne prouvent ni l'achèvement des centrales ni la disponibilité de toute leur capacité. Le registre conserve donc le statut financier acquis et laisse l'avancement physique à documenter.

Le premier contrôle portera sur les preuves de construction et de raccordement : ouvrages réalisés, essais, réception et date d'exploitation commerciale. Les photographies peuvent illustrer un chantier, mais elles ne suffisent pas à établir un pourcentage d'avancement. Le suivi demande une méthode et un périmètre de travaux.

La capacité photovoltaïque nominale de 30 MWc sera conservée séparément des 8 MWh de stockage. L'énergie livrée, exprimée en MWh sur une période, viendra ensuite. Cette dernière mesure permettra d'observer l'usage de la capacité, les variations saisonnières et les éventuelles restrictions du réseau.

Le contrat d'achat organisera la relation entre producteur et acheteur. Pour apprécier son fonctionnement, il faudra comparer l'énergie reconnue, les factures et les paiements. Un revenu facturé ne constitue pas encore une trésorerie encaissée. Un retard répété peut fragiliser le projet malgré sa bonne performance technique.

Suivre le risque couvert

La garantie partielle devra rester rattachée aux obligations qu'elle sécurise. Le WATCH distinguera le montant garanti, une éventuelle demande d'activation et un paiement effectif. Il ne présentera pas une couverture de risque comme un revenu du producteur.

Les prochains jalons seront recherchés dès publication d'un rapport officiel de travaux, d'un raccordement ou d'un début d'exploitation. L'absence d'une nouvelle publication sera notée comme une information manquante, sans être interprétée comme une absence de travaux.

L'hypothèse suivie est que la répartition du risque de paiement peut permettre à un projet techniquement viable d'accéder au capital. Sa confirmation devra être recherchée dans la continuité du financement, la livraison d'électricité et le fonctionnement du contrat, avec les limites propres à ce montage.

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

CAMEROUN : 629,8 M$ POUR DEUX CORRIDORS — L'ARGENT EST AUTORISÉ, LE RÉSULTAT RESTE À CONSTRUIRE



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

POINT ZÉRO Deux opérations ont été autorisées : 347,5 millions d'euros auprès de la BIRD pour Douala–Bangui ; 212,35 millions d'euros auprès de la BID pour Douala–Bafoussam.

CE QUI EST PROUVÉ - autorisations de financement ; - projets identifiés ; - montants documentés.

CE QUI NE L'EST PAS Les travaux ne sont pas achevés. Les fonds ne sont pas automatiquement intégralement décaissés. Les coûts logistiques n'ont pas encore diminué.

POURQUOI LE DOSSIER EST IMPORTANT Douala–Bangui relie la façade maritime camerounaise à une économie enclavée. La Banque mondiale documente actuellement des coûts pouvant atteindre 270 dollars par tonne, des trajets de 9 à 12 jours et de nombreux contrôles.

Le résultat attendu est donc mesurable.

CHAÎNE WATCH AUTORISATION → SIGNATURE → ENTRÉE EN VIGUEUR → DÉCAISSEMENT → MARCHÉS → DÉMARRAGE → KILOMÈTRES TRAITÉS → OUVRAGES LIVRÉS → TRAFIC → TEMPS DE TRANSPORT → COÛT PAR TONNE.

PROCHAINE PREUVE Le premier décaissement et le passage à l'exécution physique.

QUESTION WATCH Les financements vont-ils effectivement réduire le coût de circulation des marchandises en Afrique centrale ?

INDICATEURS WATCH

- date d'entrée en vigueur des accords ; - décaissements cumulés ; - lots attribués ; - kilomètres en chantier ; - kilomètres livrés ; - temps Douala–Bangui ; - coût par tonne ; - nombre de contrôles ; - volume de marchandises.

LE TEST FINAL Une route n'est pas un résultat économique. Le résultat sera la baisse mesurable du coût de la distance. STEAZ conservera donc les données de référence avant travaux afin de pouvoir comparer l'après.

BASE DE COMPARAISON Le WATCH doit conserver les données avant travaux : coût par tonne, durée moyenne, nombre de contrôles et volumes transportés. Sans point zéro, l'impact futur ne pourra pas être mesuré correctement.

RISQUE D'EXÉCUTION Les marchés publics, les indemnisations, la saison des pluies, la disponibilité des matériaux et le financement peuvent affecter le calendrier. Chaque prolongation devra être enregistrée avec sa cause et son nouveau jalon.

AU-DELÀ DE LA ROUTE La Banque mondiale traite aussi la sécurité, la maintenance et la facilitation commerciale. Le résultat sera donc multidimensionnel.

Un gain de deux heures dû à une meilleure chaussée peut être perdu à un poste de contrôle. L'indicateur final doit mesurer le trajet complet et non un seul segment.

LECTURE STEAZ Le capital public et multilatéral ne produit de valeur que lorsqu'il réduit une friction économique. Ici, la friction mesurable est le coût de la distance.

Deux contrats à suivre séparément

L'autorisation Douala–Bangui concerne un accord de crédit avec la BIRD ; celle de Douala–Bafoussam concerne un accord de vente à tempérament avec la BID. Les formes juridiques sont différentes. Le registre conserve chaque instrument, sa monnaie et son montant, plutôt que d'en faire un prêt unique de 629,8 millions de dollars.

L'équivalent agrégé en dollars est indicatif. Les montants libellés en euros constituent la référence des actes. Le total de la programmation régionale et la contribution nationale sont également conservés à des niveaux séparés afin d'éviter qu'une même opération soit comptée deux fois.

Les preuves suivantes seront les signatures, les conditions d'entrée en vigueur, les procédures de marché et les premiers décaissements. L'autorisation de signer ne démontre pas qu'un contrat a déjà produit un transfert de fonds. Ce passage de statut devra être appuyé par un document daté.

Le suivi physique identifiera ensuite les tronçons concernés. Il devra mesurer les travaux reçus, la qualité et les conditions d'utilisation. Un nombre de kilomètres annoncé n'est pas nécessairement un nombre de kilomètres livrés. Les changements de périmètre seront conservés avec leur justification.

Mesurer la distance réellement parcourue

Le point de comparaison sur Douala–Bangui comprend les coûts et délais décrits par la Banque mondiale. Une nouvelle mesure devra porter sur un trajet, un type de chargement et une période comparables. Une baisse apparente peut autrement provenir d'un changement de marchandise ou d'itinéraire.

Le temps perdu aux contrôles et aux formalités sera observé séparément des difficultés de chaussée. Le résultat attendu n'est pas seulement une route en meilleur état : c'est un transport plus prévisible. La stabilité des délais permettra d'évaluer le besoin de stocks et de trésorerie des entreprises.

Le prochain contrôle est conditionné à une publication officielle sur les accords ou l'exécution. Le WATCH ajoutera chaque preuve au dossier initial. Si le calendrier est révisé, la nouvelle échéance sera visible à côté de la première, sans effacer l'engagement précédent.

Sources : Présidence du Cameroun ; Banque mondiale.

CAHIER II • STEAZ DATA

DOUALA-BONABÉRI : 8 MDS FCFA DE RISTOURNES EN QUATRE ÉDITIONS



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Des chiffres pour comprendre l'Afrique.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LA DONNÉE CENTRALE La RTC a redistribué 2 milliards de FCFA de ristournes lors de sa quatrième édition.

Cumul depuis le lancement du mécanisme : 8 milliards de FCFA.

Plus de 200 acteurs de la chaîne logistique ont participé à l'événement du 2 octobre.

CE QUE LA DONNÉE DIT La RTC utilise les ristournes comme un instrument de reconnaissance et de fidélisation des acteurs de la plateforme portuaire.

CE QUE LA DONNÉE NE DIT PAS Les 8 milliards ne permettent pas, à eux seuls, de conclure que les volumes ont augmenté, que les coûts ont diminué, que les délais ont baissé ou que la part de marché s'est accrue.

POURQUOI STEAZ LA CONSERVE Parce que le montant peut devenir une série.

À chaque édition, STEAZ enregistrera : année → ristournes distribuées → cumul → bénéficiaires → trafic conteneurisé → escales → temps de séjour → performance logistique.

QUESTION DATA Les ressources redistribuées aux acteurs de la chaîne logistique produisent-elles un effet mesurable sur la compétitivité de Douala-Bonabéri ?

Aujourd'hui, STEAZ possède le montant. Demain, STEAZ cherchera l'effet.

MÉTHODE DE COMPARAISON Les ristournes seront enregistrées comme une série annuelle distincte. Les performances physiques du terminal seront conservées séparément.

Une corrélation éventuelle ne sera pas présentée comme une causalité automatique. D'autres facteurs — conjoncture commerciale, lignes maritimes, conditions routières — peuvent influencer les volumes.

La série devra donc devenir suffisamment longue avant de produire un STEAZ INDEX.

VERS UN FUTUR INDEX Si la série devient suffisamment stable, STEAZ pourra construire un indicateur de fidélisation ou de performance portuaire associant plusieurs variables normalisées.

Mais ce moment n'est pas encore venu. Il faut d'abord accumuler les données sans changer de définition.

POINT DE VIGILANCE Le trafic peut augmenter pour des raisons extérieures à la ristourne : croissance des importations, changement des routes maritimes ou activité économique régionale.

La méthode devra donc éviter d'attribuer automatiquement toute progression au mécanisme commercial.

PROCHAINE PREUVE STEAZ cherchera les volumes EVP de l'année, le nombre d'escales, les temps moyens de séjour et, si disponibles, les parts de marché régionales.

La donnée de ristourne deviendra alors une variable parmi d'autres dans l'analyse de la compétitivité du port.

Un cumul n'est pas une série annuelle

Les 8 milliards FCFA constituent le cumul rapporté sur quatre éditions. Cette information ne suffit pas à attribuer à chacune exactement 2 milliards. La base conservera le montant de l'édition actuelle et le cumul publié ; les valeurs historiques détaillées resteront à renseigner à partir de leurs documents propres.

Il faudra également enregistrer la date de cérémonie séparément de l'exercice commercial auquel la ristourne se rapporte. Une distribution effectuée en octobre peut récompenser une activité antérieure. La série doit pouvoir répondre à deux questions différentes : quand l'argent a-t-il été remis, et quelle période de trafic a-t-il rémunérée ?

Les bénéficiaires ne recevront pas nécessairement la même somme. La comparaison des éditions nécessitera les catégories d'opérateurs, les seuils et les règles de calcul. Une hausse du total peut traduire un élargissement des bénéficiaires plutôt qu'un avantage plus élevé par opérateur.

Le terminal sera évalué à travers des unités comparables. Les conteneurs, les tonnes, les escales et les revenus répondent à des questions différentes. Les EVP mesurent une unité de capacité conteneurisée ; ils ne donnent ni le poids ni la valeur commerciale des marchandises. La base conservera l'unité à côté de chaque chiffre.

L'effet commercial à établir

L'hypothèse est qu'un avantage commercial peut soutenir la fidélité et le trafic. Elle ne sera pas enregistrée comme un résultat acquis. Pour l'évaluer, il faudra observer les clients éligibles, leurs volumes et l'évolution de leur usage du terminal, en tenant compte de l'environnement portuaire.

Le coût complet demeure le repère des opérateurs. Les ristournes seront rapprochées des tarifs, des délais et des frais associés au passage. Une baisse d'un poste peut être compensée par une hausse d'un autre. Le DATA devra donc permettre une lecture de la chaîne et non un commentaire isolé sur les chèques.

La prochaine preuve sera une publication détaillée de la RTC ou du PAD sur les règles et les résultats. Le montant actuel restera daté du dossier du 5 octobre, avec sa source ; les données nouvelles viendront compléter cette observation sans la réécrire.

Source : Cameroon Tribune, 5 octobre 2026.

CAHIER II • STEAZ INSIGHT

CAMEROUN : LA SUBVENTION DES CARBURANTS EST DEVENUE UN ARBITRAGE ENTRE PROTECTION IMMÉDIATE ET CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Comprendre aujourd'hui, anticiper demain.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LE SIGNAL Le FMI indique que le déficit camerounais est passé de 1,5 % du PIB en 2024 à 2,1 % en 2025, avec une nouvelle détérioration attendue en 2026. L'institution relie notamment cette pression aux subventions importantes aux carburants générées par le choc sur les prix internationaux du pétrole.

LE MÉCANISME Une subvention permet de contenir le prix payé par l'utilisateur. Mais la différence entre le coût réel d'approvisionnement et le prix supporté par le consommateur doit être financée.

Elle devient donc une pression budgétaire.

LE VRAI RISQUE Le débat ne doit pas être réduit à « subvention = mauvaise » ou « subvention = bonne ».

La question stratégique est celle du coût d'opportunité : chaque franc consacré à absorber un choc énergétique n'est pas disponible simultanément pour financer une capacité productive.

Mais supprimer brutalement la protection peut augmenter les coûts de transport, les prix alimentaires et les charges des entreprises.

LECTURE STEAZ Le dossier doit être relié aux séries sur le coût d'importation du carburant, les compensations, le déficit, la dette et les investissements d'infrastructure.

INDICATEURS À SUIVRE - coût d'importation ; - prix réglementé ; - créances de compensation ; - paiements effectifs ; - déficit public ; - dépenses d'investissement ; - financements concessionnels.

Le sujet n'est donc plus uniquement énergétique. Il devient une question d'allocation du capital public.

CE QU'IL FAUT DISTINGUER

Une ligne de soutien tarifaire n'est pas automatiquement une dépense effectivement payée. STEAZ séparera : paramètre de prix, créance reconnue, paiement budgétaire et arriéré éventuel.

HORIZON DE SURVEILLANCE La pression doit être suivie mensuellement avec les structures de prix, puis rapprochée des données budgétaires trimestrielles et annuelles.

Le dossier deviendra stratégique si l'on peut mesurer combien de ressources publiques sont absorbées par la stabilisation et quel investissement est simultanément reporté ou financé par dette.

RAPPORT AVEC LA DETTE Si une partie des compensations est financée par emprunt, le coût du choc énergétique peut se prolonger au-delà de l'année où il apparaît. La dépense immédiate devient alors aussi une charge d'intérêt future.

Le suivi devra donc regarder non seulement le déficit annuel, mais la manière dont la pression est financée.

PROTECTION CIBLÉE Une réforme éventuelle peut chercher à remplacer une partie de la subvention générale par des aides plus ciblées. Cela suppose toutefois des registres sociaux, des moyens de paiement et une capacité administrative fiables.

L'efficacité d'un tel mécanisme ne peut donc pas être présumée.

QUESTION STRATÉGIQUE À quel moment la protection du prix du carburant commence-t-elle à réduire trop fortement la capacité d'investissement public ?

STEAZ ne répondra pas par une norme abstraite. Il construira la série permettant de voir le poids du mécanisme dans le budget et son évolution avec les prix mondiaux.

La contrainte peut changer de place

Lorsque la compensation est différée, le coût peut peser sur la trésorerie d'un importateur ou d'un distributeur. Celui-ci peut alors emprunter, ralentir ses paiements ou accumuler une créance. Pour l'État, le décalage de paiement ne doit pas être confondu avec une réduction définitive de la charge économique.

Une réforme du soutien aux carburants doit donc traiter à la fois les prix et les engagements existants. Il faut savoir ce qui a déjà été reconnu, ce qui reste contesté et ce qui doit être payé. Sans ce bilan, une mesure nouvelle peut améliorer le flux courant tout en laissant une dette ancienne se former ailleurs.

La protection sociale demande un autre ensemble de preuves. Un ciblage annoncé ne démontre pas que les ménages concernés recevront effectivement l'aide. Les fichiers de bénéficiaires, le moyen de paiement, le délai et les possibilités de recours détermineront la portée du dispositif. Le calendrier budgétaire et le calendrier social doivent être rapprochés.

Les gagnants et les perdants ne se réduisent pas à une catégorie unique. Le transporteur, le commerçant et le ménage supportent des expositions différentes. La hausse du prix d'un intrant peut aussi se transmettre progressivement aux biens consommés. Cette transmission doit être observée, plutôt que déduite d'un coefficient identique pour toute l'économie.

Le point de contrôle budgétaire

STEAZ suivra les dépenses reconnues, les paiements et les éventuels arriérés sur une même période. Les économies avancées par une réforme seront rapprochées de ces comptes avant d'être affectées, dans l'analyse, à un nouvel investissement. Un franc économisé n'est pas automatiquement un franc investi.

Le diagnostic des services du FMI restera daté du 1er octobre et qualifié de préliminaire. La prochaine étape institutionnelle annoncée est l'examen de décembre. Les décisions budgétaires nationales pourront fournir entre-temps de nouvelles preuves sur les prix et les compensations.

L'hypothèse à tester est qu'une protection mieux définie peut réduire la pression sur le budget sans abandonner les ménages exposés. Sa lecture exige des données de dépenses et de bénéficiaires, pas seulement une opposition abstraite entre maintien et suppression de la subvention.

Source de base : FMI, 1er octobre 2026.

CAHIER II • STEAZ INSIGHT

IA ET MARCHÉS : LE BOOM TECHNOLOGIQUE PEUT RÉDUIRE LE COÛT DU CAPITAL AUJOURD'HUI ET AUGMENTER LE RISQUE DEMAIN



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Comprendre aujourd'hui, anticiper demain.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LE SIGNAL Le vice-gouverneur de la Banque du Japon, Shinichi Uchida, estime que le boom mondial de l'IA a pu assouplir les conditions financières en stimulant la demande et en augmentant les prix des actifs. Mais il avertit qu'une correction pourrait intervenir si les profits attendus ne se matérialisent pas.

LE MÉCANISME Si les investisseurs anticipent des profits importants : ils investissent → les valorisations augmentent → les entreprises lèvent davantage de capitaux → les investissements augmentent.

Le mécanisme devient auto-renforçant.

Mais il possède un point faible : les profits doivent finalement justifier les valorisations.

LA DEUXIÈME COUCHE : LA DETTE Centres de données, puissance informatique, semi-conducteurs, réseaux et énergie nécessitent des investissements massifs. Une partie est financée par la dette.

Les émissions obligataires liées à l'IA peuvent donc exercer une pression sur les taux longs.

POUR L'AFRIQUE Le risque est macrofinancier. Si les taux mondiaux montent, le financement africain peut devenir plus cher. Si l'aversion au risque augmente, les investisseurs peuvent demander une prime supplémentaire.

INDICATEURS À SURVEILLER dette des entreprises IA ; émissions obligataires ; dépenses d'infrastructure ; bénéfices ; valorisations ; taux longs ; flux vers les marchés émergents.

LECTURE STEAZ L'IA n'est plus seulement un sujet technologique. Elle devient progressivement une variable du prix mondial du capital.

HYPOTHÈSE STEAZ INTELLIGENCE

Plus l'infrastructure IA absorbe de capital et d'électricité, plus elle peut contribuer à relever le coût marginal de nouveaux investissements dans d'autres secteurs.

Cette hypothèse devra être testée par les données : émissions obligataires, spreads, prix de l'électricité, dépenses des hyperscalers et rentabilité.

UNE CORRECTION N'EST PAS AUTOMATIQUE Des valorisations élevées peuvent être justifiées si les gains de productivité et les revenus progressent suffisamment. STEAZ doit donc suivre le rapport entre investissement et cash-flow plutôt que présumer une bulle.

TRANSMISSION AUX TAUX Les émissions massives d'obligations technologiques augmentent l'offre de dette à absorber par les investisseurs. Si cette offre croît rapidement, elle peut contribuer à exiger des rendements plus élevés pour attirer le capital.

Cette mécanique s'ajoute aux facteurs classiques : inflation, dette publique et politique monétaire.

LIEN ÉNERGÉTIQUE L'infrastructure IA crée aussi une demande d'électricité concentrée. Les marchés capables de fournir rapidement des centaines de mégawatts peuvent attirer les projets ; les autres risquent d'être écartés.

Pour l'Afrique, le numérique devient donc une question de réseau électrique autant que de fibre optique.

PROCHAINE PREUVE STEAZ suivra les résultats des groupes technologiques : croissance du chiffre d'affaires IA, cash-flow, dépenses d'investissement et dette.

Si les revenus progressent aussi vite que l'infrastructure, le cycle pourra être soutenable. Si l'écart se creuse, le risque financier augmentera.

L'investissement précède parfois le revenu

Un centre de données mobilise du capital avant d'avoir vendu sa capacité. Les paiements de construction, les commandes de puces et les engagements énergétiques peuvent intervenir bien avant l'encaissement des revenus attendus. Cette avance crée un besoin de financement qui demeure même lorsque la technologie augmente rapidement ses usages.

La dette introduit un calendrier plus contraignant que les anticipations boursières. Les intérêts doivent être payés et les échéances refinancées. Une entreprise peut progresser commercialement tout en subissant une tension si sa capacité coûte trop cher, si ses équipements vieillissent vite ou si ses clients négocient des prix plus bas.

Les marchés doivent alors distinguer la croissance des volumes de la rentabilité de ces volumes. Une utilisation plus forte n'améliore pas automatiquement le résultat si chaque service vendu conserve un coût élevé. La courbe des encaissements, les dépenses d'exploitation et le renouvellement des équipements permettront de lire cette différence.

L'énergie constitue une interface entre l'économie numérique et l'économie physique. Le contrat d'approvisionnement, le raccordement et la capacité du réseau peuvent déterminer la date d'entrée en service. Le coût d'un retard doit être rapproché des charges financières qui continuent pendant que l'actif attend.

Une hypothèse, pas une prévision certaine

L'analyse d'Uchida indique que plusieurs effets peuvent agir en sens différents et sur des horizons différents. Elle ne permet pas de déduire une trajectoire unique des taux. Le registre conservera les mécanismes évoqués et recherchera des données pour en mesurer l'ampleur.

Pour l'Afrique, les projets numériques devront être évalués à partir de leurs clients, de leur énergie et de leurs conditions de financement. L'annonce d'une implantation ne suffit pas à démontrer un avantage compétitif. Une capacité disponible et correctement raccordée constitue une preuve plus forte.

La prochaine mise à jour reliera, lorsque les documents le permettront, les levées de fonds, les dépenses d'infrastructure et les revenus. L'objectif est de suivre la conversion de l'investissement en services rentables, puis d'observer si les conditions financières mondiales affectent effectivement les projets africains.

Source : Reuters, 5 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
Quotidien N°58 / lun / 05 / 10 / 2026 / 0 €
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

FRANCE : LE RISQUE SOUVERAIN SE TRANSFORME EN PRIX DU CAPITAL



Illustration générée par IA · scène non documentaire

Comprendre aujourd'hui, anticiper demain.

STEAZ DAILY NEWS · N°58 · 5 octobre 2026

LE SIGNAL L'euro évolue à un plus bas de 17 mois face au dollar alors que les inquiétudes sur la trajectoire budgétaire française pèsent sur la monnaie.

Le différentiel à dix ans a atteint environ 150 points de base vendredi 2 octobre ; le relevé du lundi revient autour de 145,5 points.

LE MÉCANISME Un État emprunte sur les marchés. Les investisseurs évaluent dette, déficit, croissance, stabilité politique, capacité de remboursement et trajectoire budgétaire.

Lorsque la perception du risque augmente, l'investisseur exige un rendement supérieur. Le spread devient donc une prime de risque.

POURQUOI STEAZ DOIT LE REGARDER

Le coût du capital africain est lui-même construit sur plusieurs couches : taux mondial + risque souverain + risque de change + risque spécifique du projet.

Si le niveau mondial des taux augmente, la base augmente. Si le risque pays augmente, la prime augmente.

LE LIEN AVEC STEAZ DATA Plusieurs dossiers convergent : qualité des données → perception du risque → notation → rendement → coût du capital → capacité d'investissement.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER spread France-Allemagne ; rendements américains et européens ; dollar ; flux vers les marchés émergents ; spreads souverains africains ; coût des nouvelles émissions africaines.

LECTURE STEAZ Le capital mondial possède un prix. L'Afrique ne fixe pas seule ce prix. Mais elle peut travailler à réduire la prime de risque qui lui est propre.

HORIZON DE SURVEILLANCE

Le spread devra être enregistré avec sa date. Une tension ponctuelle ne constitue pas une tendance structurelle.

STEAZ comparera ensuite ce mouvement aux spreads souverains africains et au coût des nouvelles émissions.

Source : Reuters, 5 octobre 2026.

HYPOTHÈSE Lorsque la base mondiale reste élevée et que l'aversion au risque augmente, la qualité de la politique budgétaire africaine devient encore plus importante parce que les investisseurs disposent d'alternatives plus rémunératrices.

C'est cette transmission que la série cherchera à documenter.

MÉCANIQUE DU SPREAD Cent cinquante points de base correspondent à 1,5 point de pourcentage de rendement supplémentaire par rapport à la référence allemande à maturité comparable.

Ce différentiel n'est pas un coût moyen appliqué instantanément à toute la dette française. Il concerne le prix du marché à un moment donné. Sa persistance est donc plus importante que son seul pic.

TRANSMISSION AFRICAINE Lorsque les obligations européennes ou américaines deviennent plus rémunératrices, un investisseur peut demander davantage pour immobiliser son capital sur un marché africain.

Le mouvement peut être encore amplifié si le dollar s'apprécie.

PROCHAINE PREUVE STEAZ rapprochera les mouvements des taux mondiaux des spreads et coupons obtenus lors des prochaines émissions africaines.

C'est cette comparaison qui permettra de mesurer la transmission réelle au lieu de la supposer.

Identifier le relevé de marché

Le pic rapporté autour de 150 points de base renvoie au vendredi 2 octobre. Le relevé du lundi revient autour de 145,5 points. Le registre conservera la date de chaque observation et l'échéance à dix ans. La modification de la cotation ne sera pas interprétée comme une contradiction : elle appartient au mouvement du marché.

Le rendement français et le rendement allemand doivent être enregistrés ensemble lorsqu'ils sont disponibles. Le seul spread ne permet pas de savoir si la pression vient du titre français, de la demande accrue pour le titre allemand ou des deux. Les changements de liquidité et les conditions d'émission peuvent également influencer la comparaison.

Une hausse du rendement exigé concerne d'abord les nouveaux emprunts et les titres refinancés. La dette ancienne à taux fixe ne prend pas immédiatement ce nouveau prix. Pour lire la transmission budgétaire, il faut connaître la structure des échéances et le rythme auquel l'émetteur revient sur le marché.

Le risque de change ne constitue pas non plus une prime identique ajoutée mécaniquement à tous les coupons. Il apparaît lorsque la monnaie des revenus ou des ressources publiques diffère de celle de la dette. Son coût dépend de la couverture éventuelle et de la trajectoire du change. Le registre conservera cette dimension séparément du rendement du titre.

Le lien africain à documenter

La transmission sera recherchée dans des opérations comparables : même monnaie, maturité proche et dates rapprochées. Une émission africaine plus chère ne peut pas être attribuée automatiquement au dossier français. La situation de l'émetteur, les garanties et la demande des investisseurs devront être prises en compte.

Le prochain contrôle interviendra lors d'un relevé comparable ou d'une nouvelle émission documentée. Les périodes de tension comme de détente seront conservées. Une série qui ne sélectionne que les pics donnerait une vision déformée du coût du capital.

L'hypothèse demeure que la crédibilité budgétaire, la qualité des données et la structure de la dette influencent la prime demandée. Le dossier français fournit un point d'observation ; il ne démontre pas, à lui seul, l'effet de chaque décision sur les conditions de financement des économies africaines.

steaz TV info

L'info qui éclaire l'avenir



DES IDÉES.
DES EXPERTS.
DES IMAGES.
DES SOLUTIONS.

L'actualité africaine expliquée,
analysée et mise en perspective.

Un média du
groupe STEAZ

SMG
STEAZ MEDIA GROUP